

# SANPAOLO BANK S.A.

## Rapport Annuel 2008 Annual Report 2008



# Rapport Annuel 2008

## Annual Report 2008

---

### **Sanpaolo Bank S.A.**

Sanpaolo Bank S.A. société anonyme 8, avenue de la Liberté - L-1930 Luxembourg Boîte Postale – 2062 L-1020 Luxembourg  
Tél. +352 40 37 60-1 Téléfax : +352 40 37 60-350 E-mail : [sanpaolo@sanpaolo.lu](mailto:sanpaolo@sanpaolo.lu) dealing System Code SPLU Swift Code SPLBLULL  
R.C. N° B 18498 Aut. 34190 Société appartenant au Groupe Bancaire Intesa Sanpaolo (numéro d'inscription au Registre italien des banques et code fiscal : 00799960158)

---



---

# Table des matières

## Contents

<b>Données sociétares</b>	<b>5</b>
<b>Rapport de gestion</b>	<b>9</b>
<b>Rapport du Réviseur d'entreprises</b>	<b>17</b>
<b>Comptes annuels</b>	<b>21</b>
Bilan	22
Hors-bilan	24
Compte de profits et pertes	25
<b>Annexe</b>	<b>27</b>
<b>Management Report</b>	<b>55</b>
<b>Independent Auditor's Report</b>	<b>63</b>
<b>Financial statements</b>	<b>67</b>
Balance sheet	68
Off-balance sheet	70
Profit and loss account	71



---

## Données sociétares





---

## Capital et dénomination sociale

La SANPAOLO BANK S.A. a été constituée le 10 juillet 1981 sous la dénomination de SANPAOLO-LARIANO BANK S.A. avec un capital social initial de Flux 350.000.000,- divisé en 350.000 actions d'une valeur nominale de Flux 1.000,- chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le 25.10.1984, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de Flux 350.000.000,- en vue de le porter à Flux 700.000.000,- par la création de 350.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de Flux 1.000,- chacune.

Le 05.01.1987, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social de Flux 700.000.000,- a été converti en ECU 16.000.000,-, représenté par 160.000 actions de ECU 100,- chacune, entièrement libérées.

Le 01.07.1987, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de ECU 9.000.000,- en vue de le porter à ECU 25.000.000,- par la création de 90.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de ECU 100,- chacune, libérées à concurrence de 4/9 de leur valeur nominale à cette date, de 4/9 en date du 08.02.1988 et du neuvième restant en date du 06.01.1989.

Le 20.07.1989, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de ECU 10.000.000,- en vue de le porter à ECU 35.000.000,- par la création de 100.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de ECU 100,- chacune, libérées à concurrence de 5/10 de leur valeur nominale à cette même date et à concurrence de 5/10 en date du 24.11.1989.

Le 28.03.1995, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, la dénomination sociale a été modifiée en SANPAOLO BANK S.A.

Le 05.01.2000, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de EUR 35.000.000,- en vue de le porter à EUR 70.000.000,- par la création de 350.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune, donnant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer entièrement par un versement en numéraire par un ancien actionnaire.

Le 14.01.2003, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de EUR 70.000.000,- en vue de le porter à EUR 140.000.000,- par la création de 700.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune, donnant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer entièrement par un versement en numéraire par un nouvel actionnaire.

Le 01.09.2004, suite à la fusion par absorption de IMI BANK (LUX) S.A. l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé l'augmentation du capital social de EUR 28.558.600,- en vue de le porter à EUR 168.558.600,- par l'émission de 285.586 (deux-cent-quatre-vingt-cinq-mille cinq-cent-quatre-vingt-six) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune.

A la même date, une deuxième Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la suppression de la valeur nominale des 1.685.586 actions représentatives du capital social et la réduction de capital à concurrence de EUR 28.558.600,- afin de ramener le capital social de EUR 168.558.600,- à EUR 140.000.000,- sans annulation d'actions mais par la seule réduction du pair comptable des 1.685.586 actions jusqu'à due concurrence.

---

## Actionnariat

L'actionnariat de la Sanpaolo Bank S.A. se compose comme suit :

INTESA SANPAOLO S.p.A., Turin 99,99%

IMI INVESTMENTS S.A., Luxembourg 0,01%

## Conseil d'Administration

Président	M. Stefano STANGONI	Cadre Dirigeant Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin demeurant à Milan
Administrateur-Délégué	M. Massimo DEL VECCHIO	Cadre Dirigeant Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin demeurant à Luxembourg
Administrateur <i>Démissionnaire au 27 mars 2009</i>	M. Giuseppe CUCCURESE	Cadre Dirigeant Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin demeurant à Milan
Administrateur	M. Paolo FIGNAGNANI	Consultant demeurant à Bologne
Administrateur	M. Andrea MORA	Professeur, avocat Studio Legale Mora, demeurant à Parme
Administrateur	M. Alex SCHMITT	Avocat à la Cour Cabinet Bonn Schmitt Steichen demeurant à Luxembourg
Administrateur <i>Jusqu'au au 25 mars 2008</i>	M. Mauro ROSSI	Cadre Dirigeant Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin demeurant à Turin
Administrateur-Délégué <i>Jusqu'au au 25 mars 2008</i>	M. Giuseppe LA SORDA	Cadre Dirigeant Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin demeurant à Luxembourg
Président <i>Du 29 janvier 2008 au 25 mars 2008</i>	M. Gianfranco UGO	Cadre Dirigeant Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin demeurant à Turin

## Direction Générale

Administrateur-Délégué	Massimo DEL VECCHIO
Directeur Général	Giovanni MANCUSO

**Réviseur d'entreprises** Ernst & Young S.A.

---

# Rapport de gestion



---

# Rapport de gestion

Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, comme chaque année à la même époque, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous faire rapport sur la gestion de votre société.

L'année 2008 est celle de turbulences majeures dans le domaine financier autant que dans l'économie réelle.

Les pertes liées aux crédits hypothécaires et la spirale de la crise de liquidité ont mis à genoux plusieurs institutions financières parmi les plus importantes au niveau planétaire.

Bearn Stearns, cinquième banque d'affaires américaine, est ruinée et rachetée par le géant bancaire JP Morgan Chase avec l'aide financière de la Fed. Lehman Brothers est placé sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites. Fannie Mae et Freddie Mac, institutions du refinancement hypothécaire sont, de fait, nationalisées ainsi que le plus grand assureur mondial AIG. Morgan Stanley et Goldman Sachs, fleurons depuis des décennies de l'industrie financière, changent de statut pour devenir des banques universelles. Au même moment, à la mi-décembre 2008 éclate l'affaire Madoff : Bernard L. Madoff est arrêté et mis en examen par le FBI soupçonné d'avoir organisé un montage financier frauduleux, une chaîne de Ponzi, qui pourrait avoir entraîné la perte de 50 milliards USD (environ 37 milliards d'euros). L'Affaire Madoff a touché directement nombreux établissements financiers partout dans le monde et, indirectement, a porté un coup majeur à la crédibilité du secteur.

L'économie japonaise a reculé de 3,3% au dernier trimestre 2008, et le PIB a chuté de 12,7% par rapport à 2007. Ce qui représente la plus grave contraction depuis 1974.

Subissant de plein fouet les effets de la crise mondiale, l'Islande s'est retrouvée en situation d'insolvabilité et a négocié un prêt de plusieurs milliards de dollars avec le FMI.

La crise n'aura pas épargné les pays émergents, dont principalement la Russie et la Chine, qui traversent une crise profonde. Ainsi la Russie, pays "assis" sur des stocks considérables de matières premières, ayant réduit de manière significative sa dette publique et accumulé des réserves de change massives, a été considérée par les investisseurs internationaux à l'abri de crises majeures. Pourtant, depuis l'été, la crise économique et financière a entraîné des sorties de capitaux massives, un très fort recul des bourses, la chute du rouble et la remontée des taux d'intérêt.

L'économie chinoise, enregistrant durant ces dernières années un rythme de croissance à deux chiffres, voit ses exportations reculer de - 2,8% en décembre 2008. L'activité industrielle ralentit sévèrement, et n'a progressé que de 5,4% sur un an, soit la hausse la plus faible depuis 1999. Le pays pourrait enregistrer une croissance de « seulement » 8% en 2009, soit la plus mauvaise performance des dernières dix années.

Concernant l'Europe, la plupart des pays de l'Europe de l'Est ont enregistré une forte détérioration de leurs économies, principalement en raison du fait qu'ils manquent cruellement de matières premières, qu'ils sont fortement endettés et qu'ils connaissent des fuites importantes de capitaux. Il est à craindre qu'après la Biélorussie, la Lettonie, la Serbie, la Hongrie et l'Ukraine, d'autres pays de l'Est soient contraints de faire appel au FMI et à d'autres institutions internationales pour sortir de l'abîme économique. Ce qui pourrait mettre en difficulté ces mêmes institutions, car leur capacité de financement dépend des apports de pays eux-mêmes en pleine crise.

Dans l'UE, la tourmente financière a poussé les gouvernements nationaux, la Banque Centrale Européenne et la Commission à réagir. À tous les niveaux, les pouvoirs publics collaborent étroitement pour préserver les économies des contribuables, permettre aux entreprises et aux ménages de continuer à disposer d'un crédit abordable, et mettre en place à l'avenir un meilleur système de gouvernance.

Ainsi, le gouvernement britannique a nationalisé Northern Rock, les autorités du Benelux ont secouru le Groupe Fortis, les gouvernements belge, français et luxembourgeois le Groupe Dexia et l'État allemand s'est porté garant pour sauver Hypo Real Estate spécialisé dans le financement immobilier et très exposé auprès

de Lehman Brothers. L'Europe envisage d'accepter l'idée de la création de "bad banks" ou des mécanismes de garantie publique similaires pour retirer du marché les titres toxiques qui affectent la confiance, paralysent les crédits aux entreprises et compromettent la croissance de l'économie réelle. Mais il faudra que les pays de la zone Euro trouvent une solution "européenne" au problème "afin d'éviter que, tout en étant libre dans leurs prises de décisions, les actions d'un pays ne nuisent aux autres pays".

Parmi les États membres de l'UE, la Hongrie a été frappée de plein fouet par la crise financière internationale avec la chute de sa devise, l'effondrement de son marché boursier, une crise de confiance des investisseurs internationaux dans l'économie mondiale et de graves problèmes de liquidités de ses banques. Le FMI, l'Union Européenne et la Banque Mondiale ont soutenu son plan de stabilité économique à hauteur de 20 milliards d'euros. La Lettonie, quant à elle, s'est vue accorder par le Conseil ECOFIN, une aide à la balance des paiements à hauteur de 3,1 milliards d'euros. De plus, la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, l'Autriche, l'Estonie ont enregistré un net recul de leur PIB au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008.

L'inflation annuelle dans la zone euro est tombée à 1,6% au mois de décembre 2008 contre un taux de 3,1% en décembre 2007, et en baisse par rapport au mois de novembre 2008 où le taux était de 2,1%. Ce taux, toujours à la baisse, était de 1,1% en janvier 2009. Dans cette situation la BCE a ramené son taux directeur à 2,0%, qui constitue une baisse de 2,25% en l'espace de quelques réunions.

Globalement, on prévoit qu'en 2009 l'euro-zone connaîtra une croissance entre -1% et 0% et que l'économie mondiale devrait tomber, sous l'effet de la contraction de 2% du PIB des pays développés, à 0,5%, taux le plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale. La croissance économique des pays émergents et en développement devrait accuser un net ralentissement et tomber à 3,25% en 2009, contre 6,25% en 2008.

Concernant la place financière luxembourgeoise au 31 décembre 2008, le patrimoine global net des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) s'est élevé à EUR 1.559,7 milliards contre EUR 2.059,4 milliards au 31 décembre 2007, soit une diminution de 24,27%.

La diminution de 2,78% des actifs nets des OPC luxembourgeois au mois de décembre se répartit en une diminution de 2,14% due à l'impact des marchés financiers et une diminution de 0,64% provenant de l'investissement net en capital.

En raison de la chute de l'USD de plus de 8% au mois de décembre, les OPC à revenu fixe et les OPC monétaires investissant dans des titres libellés en USD ont fortement contribué à la perte des actifs nets des OPC luxembourgeois au mois de décembre.

Le nombre d'OPC et de FIS pris en considération est de 3.371 au 31 décembre 2008 par rapport à 3.364 le mois précédent. 2.020 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 10.973 compartiments. En y ajoutant les 1.352 entités à structure classique, 12.325 compartiments sont actifs sur la place financière.

Ces douze derniers mois, les prévisions de croissance économique ont régulièrement été revues à la baisse pour le Luxembourg, de 4,5% à 2% en 2008 en raison de la crise financière et économique internationale issue des turbulences des sub-primes. Tandis que l'OCDE s'attend à une situation de récession pour le Grand-Duché en 2009 (croissance de l'ordre de -0,5%), le STATEC table sur un taux de +0,5% pour l'année prochaine, c'est-à-dire à un niveau bien inférieur aux taux de 6,4% et 5,2% enregistrés respectivement en 2006 et 2007.

La situation macro-économique nationale s'est dégradée au cours du second semestre 2008, ce qui reflète l'indicateur du climat des affaires qui passerait de +0,9 pour 2007 à -28,4 pour 2008.

Au cours de l'année 2008, l'indice LuxX a perdu 59,45%. L'indice a particulièrement souffert de la crise financière du fait de la prédominance des valeurs bancaires et financières le composant. Huit des neuf valeurs appartenant à l'indice, parmi lesquelles cinq sont des banques ou des sociétés financières, ont subi, sur l'année écoulée, une baisse de leurs cours. Le niveau le plus haut de l'indice LuxX a été atteint le 2 janvier 2008 à 2402,16 points. Le niveau-plancher a été atteint le 21 novembre 2008 à 905,52 points.

Plus particulièrement, la place financière du Grand-Duché a été touchée par la suspension de la négociation sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg des actions DEXIA et FORTIS, la mise en sursis de paiement de trois banques islandaises, Kaupthing Bank Luxembourg SA, Glitnir Bank Luxembourg S.A., Landsbanki Luxembourg S.A. et l'affaire Madoff.

À cet égard, nous tenons à vous informer que les jugements du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale ont déclenché l'intervention du système luxembourgeois de garantie des dépôts qui est assuré par l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg". L'AGDL couvre les dépôts auprès des établissements de crédit de droit luxembourgeois ainsi qu'auprès de leurs succursales dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne. Votre Banque, en sa qualité de membre, a déjà payé des avances, sur base des calculs effectués par la CSSF, à concurrence KEUR 260 sur un montant global de KEUR 670.

Dans la mesure où la Banque n'a pas subi de pertes significatives liées à la crise financière actuelle, elle n'a pas utilisé la provision forfaitaire constituée de manière préventive au cours des exercices précédents pour faire face à celles-ci. Le montant de la provision forfaitaire enregistré dans les comptes annuels au 31 décembre 2008 s'élève à KEUR 22.200, dont une partie vient en déduction des actifs correspondant pour le risque de crédit lié aux éléments de bilan à hauteur de KEUR 22.164.

Enfin, la Loi budgétaire du 19 décembre 2008, qui a modifié les paragraphes (2) et (3) de l'article 62-2 de la Loi du 5 avril 1993 relatif au secteur financier, a amené le montant de la garantie des dépôts de EUR 20.000 à EUR 100.000, avec effet au 1er janvier 2009.

Suite à l'affaire Madoff, selon les informations à disposition de la CSSF, dix organismes de placement collectif impactés directement ou indirectement, sont exposés à concurrence de 1,7 milliard d'euros, ce qui représente 0,15% des avoirs nets globaux des organismes de placement collectif au 30 novembre 2008. À noter encore que les chiffres précités ne signifient pas que ces montants sont entièrement perdus, mais qu'ils représentent le maximum de la responsabilité en cause. La CSSF continue ses recherches pour analyser les éventuelles infractions aux dispositions légales et conventionnelles.

Dans le cadre de l'établissement des responsabilités des différents intervenants en relation avec les fonds LUXALPHA SICAV et HERALD (Lux), encore plus touchés par la fraude, et leurs banques dépositaires respectivement UBS (Luxembourg) S.A. et HSBC SECURITIES SERVICES (Luxembourg) afin de sauvegarder au mieux les droits des investisseurs, la CSSF a décidé dans un premier temps de les retirer de la liste officielle des OPC et ensuite demandé leur liquidation judiciaire.

Le nombre de banques inscrites sur la liste officielle au 31 décembre 2008 est de 152 unités. La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 929 milliards au 31 décembre 2008, soit une hausse de 0,6% par rapport à EUR 915 milliards au 31 décembre 2007.

En termes d'emploi, le nombre de personnes employées auprès des établissements de crédit luxembourgeois s'élève à 27.200 au 31 décembre 2008, ce qui représente une hausse de 4,16% sur un an.

En dépit d'un environnement macro-économique défavorable, c'est dans une ambiance dynamique que votre Banque a affronté l'exercice 2008 durant lequel elle a poursuivi, pendant le premier semestre, le renforcement de ses activités, se concentrant en même temps sur le processus de réorganisation des activités de la Banque, qui depuis le mois de janvier a été mis en place suivant le projet "Razionalizzazione e crescita delle attività in Lussemburgo" de notre Maison Mère Intesa Sanpaolo SpA.

En date du 25 juin 2008, une Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé les cessions de branches d'activité entre les sociétés Sanpaolo Bank S.A., Eurizon Capital S.A., Servitia S.A. et Société Européenne de Banque S.A. qui font partie du Groupe Intesa Sanpaolo. Ces cessions ont été soumises au régime des scissions prévu par les Articles 285 à 308 (hormis l'article 303) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les cessions de branches d'activité entre la Banque, Servitia S.A. et Société Européenne de Banque S.A. ont été réalisées à titre gratuit et ont engendré respectivement un transfert de fonds propres de EUR 2.120.154 et de EUR 246.752.713. Tandis que celle intervenue avec Eurizon Capital S.A. a été réalisée à titre onéreux avec, dans le chef de la Banque, la génération d'un actif incorporel de EUR 40.489.821 amortissable sur une période de 5 ans.

Ce projet, finalisé au 7 juillet 2008, a permis à la Banque de devenir la structure de référence pour le Groupe Intesa Sanpaolo dans le secteur des Securities Services. Les étapes de la réalisation de cette stratégie seront présentées en détail plus loin dans ce rapport.

L'année passée a également été marquée par la mise en œuvre d'importants travaux en vue de l'introduction

de nouvelles réglementations européennes: MiFID, les normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards) pour les besoins du reporting réglementaire et le dispositif Bâle II.

La Banque a achevé les travaux IFRS, visant à garantir fiabilité, transparence et lisibilité des comptes et à faciliter l'évaluation globale des entreprises. La Banque établit désormais son bilan local, son reporting prudentiel en IFRS mais publie ses comptes annuels selon le référentiel comptable luxembourgeois.

Concernant l'activité de la Banque durant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 7 juillet 2008, du fait des services fournis (exposés parmi les activités réglementées par la MiFID) et de la typologie de la clientèle, principalement particuliers et professionnels, la directive MiFID a été scrupuleusement appliquée.

Actuellement, suite à la finalisation du projet "Razionalizzazione e crescita delle attività in Lussemburgo", la clientèle de la Banque se compose principalement de clients "éligibles" ou professionnels (sur demande). Par ailleurs, les services actuellement prestés ne tombent pas dans la normative MiFID. Par conséquent, les dispositions concernant les exigences de "suitability", "appropriateness" et de "best execution" ne sont plus d'application. Par contre, la circulaire CSSF 08/387 concernant la "Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et prévention de l'utilisation du secteur financier à des fins de blanchiment et de financement du terrorisme" impacte directement les activités de votre Banque.

En 2008, la Banque a réalisé un bénéfice net de EUR 41,6 millions soit une diminution de EUR 24 millions (37%) par rapport à l'exercice 2007.

En particulier, le résultat provenant des activités ordinaires avant impôts de l'exercice 2008 atteint EUR 49,3 millions contre EUR 74,1 millions de l'année précédente. La marge d'intérêt qui s'élève à EUR 41,8 millions est en forte progression (41%) par rapport à celle de 2007. La hausse sensible de la marge d'intérêt de EUR 12,2 millions par rapport à l'exercice 2007 est due à une conjoncture du marché monétaire durant le second semestre 2008 en raison de l'élargissement des spreads de taux et par rapport au coût des couvertures du risque des taux dû à des problèmes de liquidité et solvabilité du marché interbancaire.

Les commissions nettes ont atteint EUR 42,5 millions, elles ont baissé par rapport à l'année passée de EUR 19,8 millions en raison du transfert de l'activité private et corporate ; les frais généraux s'élèvent à EUR 27,5 millions en augmentation de 31% par rapport à l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2008, l'actif total de la Banque s'élève à EUR 3,5 milliards, en baisse de EUR 7 milliards (67%) par rapport à l'exercice 2007 (EUR 10,5 milliards).

Le poste "Créances sur les Etablissements de Crédit", s'élevant à EUR 3,1 milliards, est lié à la gestion des liquidités des fonds apportés principalement par les fonds EurizonEasy Fund, Giotto Lux Fund, Eurizon Life et Eurizon Stars Fund.

Le poste "Caisse et Avoirs auprès des Banques Centrales" de EUR 69,2 millions correspond principalement à la réserve obligatoire déposée auprès de la Banque Centrale du Luxembourg.

L'exercice s'est clôturé sur un total d'avoirs administrés pour compte de tiers de EUR 48,6 milliards, en fléchissement par rapport à ceux enregistrés en 2007 de l'ordre de 6% et en fléchissement aussi par rapport au budget de l'ordre de 13,8 %. De l'analyse par département il résulte que EUR 36 milliards proviennent de la Banque Dépositaire, EUR 4,5 milliards de la Banque Dépositaire Sicav et EUR 8,1 milliards du Custody.

Quant au poste "Créances sur la clientèle", il se compose en fait des découverts techniques et s'élève à EUR 110 millions avec une baisse de 57% par rapport à l'exercice précédent.

La rubrique "Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque Centrale" est composée principalement de "Valeurs Mobilières à revenu fixe" dont le montant a diminué par rapport à la dernière clôture à EUR 136,4 millions.

Au cours de l'exercice 2008, l'ensemble du portefeuille de placement, une grande partie du portefeuille immobilisé ainsi que le programme d'émissions titres de la Banque ont été transférés dans le cadre des cessions de branches d'activité entre la Société Européenne de Banque S.A. et la Banque. Ce transfert constitue la principale variation des postes bilantaires "Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque Centrale" et "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" pour un montant de EUR 3.501,7 millions.



Pendant l'année 2008, trois changements majeurs sont intervenus dans le portefeuille "Participations". Le premier concerne le transfert, dans le cadre du projet du Groupe Intesa Sanpaolo SpA "Razionalizzazione e crescita delle attività in Lussemburgo", de l'intégralité de notre participation (100%) dans Sanpaolo Bank (Suisse) S.A. en faveur de Société Européenne de Banque. Le deuxième concerne la clôture de la liquidation de IMI Bank A.G. en date du 22 décembre 2008. Le troisième changement concerne la cession en date du 30 décembre 2008 de notre participation minoritaire, représentée par une action dans Eurizon Capital S.A., en faveur de Eurizon Capital SGR SpA.

Enfin, nous tenons à porter votre attention sur la valeur boursière des 343.000 nouvelles actions de London Stock Exchange Group, reçues en date du 1<sup>er</sup> octobre 2007 en échange de 70.000 actions de Borsa Italiana Spa avec une plus value de EUR 6,8 millions, qui a lourdement chuté tout au long de l'année 2008, suite à la conjoncture financière défavorable et à la presque parité d'échange GBP-EUR, avec une valeur nette comptable en fin d'année de EUR 1,8 million, (2007 : EUR 6,5 millions).

La valeur comptable des participations au 31 décembre 2008, en conséquence, est passée de EUR 23 millions en 2007 à EUR 6,2 millions.

Au passif du bilan, le poste "Dettes envers les Etablissements de Crédit" a diminué de 92% par rapport à l'exercice 2007 et s'élève à EUR 187 millions.

Au cours de l'exercice 2008, l'ensemble des dépôts de clients Private et Corporate de la Banque ont été transférés dans le cadre des cessions de branches d'activité entre la Société Européenne de Banque S.A. et la Banque. Ce transfert constitue la principale variation du poste bilantaire "Dettes envers la clientèle" pour un montant de EUR 1.464,8 millions.

Le ratio de solvabilité, grâce aux dotations au patrimoine, s'est maintenu au-dessus du niveau réglementaire de 8 % et s'élève à la date de clôture à 11,03 %.

La consolidation des activités s'est faite dans le cadre d'un environnement de risques maîtrisés.

En conclusion, le solde bénéficiaire disponible, qui coïncide avec le bénéfice de cet exercice, s'élève à EUR 41.617.875, la réserve légale ayant atteint 10% du capital social, soit le montant maximal prévu par la loi, que nous vous proposons de répartir de la manière suivante :

Réserve libre	EUR	23.117.875
Réserve indisponible liée à l'IF	EUR	18.500.000
<b>TOTAL</b>	<b>EUR</b>	<b>41.617.875</b>

Si vous approuvez cette proposition, les fonds propres se présenteront comme suit :

Capital social libéré	EUR	140.000.000
Réserve légale	EUR	14.000.000
Autres Réserves	EUR	97.979.362
Bénéfice reporté	EUR	11.327
<b>TOTAL</b>	<b>EUR</b>	<b>251.990.689</b>

A notre connaissance, depuis la fin de l'année, aucun événement important pouvant affecter les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2008 ne s'est produit.

Au 31 décembre 2008 et au cours de l'exercice sous revue, la Banque n'a pas procédé au rachat de ses actions propres.

Enfin, nous vous détaillons les phases du processus de réorganisation des activités de la banque qui depuis janvier 2008 a été mis en place suivant le plan de notre Maison Mère Intesa Sanpaolo SpA visant à réorganiser et à développer les activités au Luxembourg et qui a concerné quatre sociétés du Groupe Intesa Sanpaolo.

Notre Groupe Intesa Sanpaolo a voulu valoriser les lignes d'affaires Securities Services et Private & Corporate en Italie et à l'étranger. Cet objectif a été poursuivi au Luxembourg par la réorganisation des banques existantes en deux banques spécialisées respectivement dans l'activité Private Banking & Corporate et dans le secteur Securities Services.

Plus particulièrement, Société Européenne de Banque a été appelée à s'occuper de la gestion de l'activité Private & Corporate et Sanpaolo Bank de l'activité Securities Services dédiée à la clientèle institutionnelle. Cette spécialisation a été finalisée le 7 juillet 2008 par réallocation des secteurs d'activités respectifs. Dans le même contexte, Eurizon Capital S.A. a cédé à la Banque l'activité de Fund Administration et Servitia S.A. a repris, en outsourcing, les activités I.T.

A l'issue de la première phase de réallocation d'activités entre les quatre Sociétés du Groupe concernées, votre établissement a ensuite engagé un processus de migration informatique.

En effet, depuis le 5 octobre 2008, Sanpaolo Bank utilise le système comptable SiRe, un système développé au sein du Groupe Intesa Sanpaolo et déjà largement distribué dans ses filiales.

Dans le cadre de sa spécialisation dans le secteur d'activité du Securities Services, votre établissement a finalisé la réorganisation de son réseau de sous-dépositaire, en étroite collaboration avec le Groupe Intesa Sanpaolo.

Sanpaolo Bank est donc devenue la Banque de référence pour la clientèle captive et extra-captive des activités Banque Dépositaire, Fund Administration et Client Management.

En 2008, la Banque a connu un taux de rotation important de son personnel. Cependant, le nombre des effectifs au 31 décembre 2008 s'est stabilisé à 129 employés en ligne avec les programmes budgétaires.

Enfin, nous tenons à vous informer qu'en date du 13 mai 2008, le Conseil d'Administration a décidé, à l'unanimité des voix, de transférer le siège social de la Banque du 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg au 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Les estimations pour 2009 sont basées sur une prévision de croissance de la collecte qui devrait passer de EUR 50,6 milliards à EUR 55,3 milliards, avec une croissance des actifs Custody et SICAV de 5%.

Par contre les perspectives de développement commercial de la Banque pour l'année 2009 restent plutôt modestes. La promotion d'une offre commerciale structurée est prévue seulement à partir du second semestre 2009, visant la clientèle italienne de Groupe hors Luxembourg avec une attention particulière pour le marché suisse et est-européen, en s'appuyant sur la structure commerciale en Italie et l'acquisition de nouveaux clients italiens déjà installés au Luxembourg.

Nous voulons profiter de l'occasion pour remercier l'ensemble du personnel pour tout le dévouement et le professionnalisme dont il témoigne dans l'accomplissement de sa tâche et qui a permis d'atteindre les objectifs fixés par notre Maison Mère.

En ce qui concerne le Conseil d'Administration, nous désirons vous exprimer nos remerciements pour la confiance que vous nous avez témoignée au cours de l'exercice écoulé.

Luxembourg, le 5 mars 2009

---

# Rapport du Réviseur d'Entreprises



## **RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**

Conformément au mandat donné par le Conseil d'Administration du 7 mars 2008, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Sanpaolo Bank S.A. comprenant le bilan au 31 décembre 2008 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

### ***Responsabilité du Conseil d'Administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels***

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### ***Responsabilité du Réviseur d'Entreprises***

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique ainsi que de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'Entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le Réviseur d'Entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### ***Opinion***

À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Sanpaolo Bank S.A. au 31 décembre 2008, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

## **RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES OU RÉGLEMENTAIRES**

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

ERNST & YOUNG  
Société Anonyme  
Réviseur d'Entreprises  
Sylvie TESTA

Luxembourg, le 5 mars 2009



---

## Comptes annuels

**Bilan**

(exprimé en EUR)

<b>Actif</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
<b>Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux (Notes 3, 4)</b>	<b>69.152.069</b>	<b>94.503.948</b>
<b>Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (Notes 3, 6, 7, 26)</b>		
Effets publics et valeurs assimilées	-	24.861.388
Autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	136.378.310	554.078.364
	<b>136.378.310</b>	<b>578.939.752</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit (Notes 3, 5, 26)</b>		
À vue	612.037.033	296.167.386
Autres créances	2.476.525.486	5.958.807.999
	<b>3.088.562.519</b>	<b>6.254.975.385</b>
<b>Créances sur la clientèle (Notes 3, 5, 25, 26)</b>	<b>109.951.514</b>	<b>255.422.010</b>
<b>Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (Notes 3, 6, 7, 26)</b>		
D'autres émetteurs	-	3.059.102.783
	-	<b>3.059.102.783</b>
<b>Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (Notes 3, 8)</b>	-	<b>95.907</b>
<b>Parts dans des entreprises liées (Notes 3, 6, 9, 26)</b>	<b>6.189.924</b>	<b>22.967.507</b>
<b>Actifs incorporels (Note 6)</b>	<b>36.452.967</b>	<b>1.839.637</b>
<b>Actifs corporels (Note 6)</b>	<b>3.725.620</b>	<b>5.008.947</b>
<b>Autres actifs (Notes 10, 26)</b>	<b>12.016.853</b>	<b>33.609.904</b>
<b>Comptes de régularisation (Notes 11, 26)</b>	<b>52.145.081</b>	<b>186.984.770</b>
<b>Total de l'actif (Note 19)</b>	<b>3.514.574.857</b>	<b>10.493.450.550</b>



**Bilan**

(exprimé en EUR)

<b>Passif</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
<b>Dettes envers des établissements de crédit (Notes 3, 7, 26)</b>		
À vue	151.980.951	286.333.743
À terme ou à préavis (Note 12)	35.122.018	1.988.946.258
	<b>187.102.969</b>	<b>2.275.280.001</b>
<b>Dettes envers la clientèle (Notes 3, 26)</b>		
Autres dettes		
À vue	1.457.565.328	641.884.015
À terme ou à préavis (Note 12)	1.539.548.903	3.820.072.593
	<b>2.997.114.231</b>	<b>4.461.956.608</b>
<b>Dettes représentées par un titre (Notes 3, 13)</b>		
Autres	-	3.133.720.000
	-	<b>3.133.720.000</b>
<b>Autres passifs (Notes 10, 18, 26)</b>	<b>3.685.327</b>	<b>35.391.302</b>
<b>Comptes de régularisation (Notes 11, 26)</b>	<b>53.168.104</b>	<b>99.770.033</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour impôts (Note 15)	6.368.935	7.153.939
Autres provisions (Notes 16, 18, 23)	15.144.602	20.932.986
	<b>21.513.537</b>	<b>28.086.925</b>
<b>Capital souscrit (Note 17)</b>	<b>140.000.000</b>	<b>140.000.000</b>
<b>Réserves (Note 17)</b>	<b>70.361.487</b>	<b>253.631.774</b>
<b>Résultats reportés (Note 17)</b>	<b>11.327</b>	<b>11.327</b>
<b>Résultat de l'exercice (Note 17)</b>	<b>41.617.875</b>	<b>65.602.580</b>
<b>Total du passif (Note 19)</b>	<b>3.514.574.857</b>	<b>10.493.450.550</b>

## Hors-bilan

(exprimé en EUR)

	2008	2007
<b>Passifs éventuels (Notes 3, 20, 25, 26)</b>	<b>28.438</b>	<b>101.586.518</b>
Dont :		
<i>Cautionnements et actifs donnés en garantie</i>	28.438	101.586.518
<b>Engagements (Notes 3, 20, 26)</b>	-	<b>428.096.672</b>
<b>Opérations fiduciaires (Note 20)</b>	-	<b>10.227.500</b>

## Comptes de profits et pertes

Pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2008

(exprimé en EUR)

	2008	2007
<b>Intérêts et produits assimilés (Notes 7, 26, 27)</b>	<b>494.051.600</b>	<b>534.533.519</b>
<i>Dont :</i>		
<i>Sur valeurs mobilières à revenu fixe</i>	76.476.421	99.442.909
<b>Intérêts et charges assimilées (Notes 7, 26)</b>	<b>(452.286.348)</b>	<b>(504.972.950)</b>
<b>Revenus de valeurs mobilières</b>		
- Revenus d'actions, de parts et autres valeurs mobilières à revenu variable	-	4.334
- Revenus de parts dans des entreprises liées (Note 26)	69.989	199.822
	<b>69.989</b>	<b>204.156</b>
<b>Commissions perçues (Note 26)</b>	<b>53.854.265</b>	<b>82.184.189</b>
<b>Commissions versées (Note 26)</b>	<b>(11.346.137)</b>	<b>(19.846.001)</b>
<b>Résultat provenant d'opérations financières (Note 26)</b>	<b>1.970.327</b>	<b>6.056.495</b>
<b>Autres produits d'exploitation (Notes 23, 26)</b>	<b>1.887.956</b>	<b>8.444.838</b>
<b>Frais généraux administratifs</b>		
Frais de personnel (Notes 24, 25, 26)	(12.290.471)	(12.482.658)
<i>Dont :</i>		
<i>Salaires et traitements</i>	(9.669.932)	(9.586.027)
<i>Charges sociales</i>	(1.613.634)	(1.642.867)
<i>dont :</i>		
<i>Charges sociales couvrant les pensions</i>	(949.065)	(987.569)
<b>Autres frais administratifs (Notes 26, 28)</b>	<b>(12.735.208)</b>	<b>(5.824.659)</b>
	(25.025.679)	(18.307.317)
<b>Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels (Note 6)</b>	<b>(5.795.068)</b>	<b>(2.582.446)</b>
<b>Autres charges d'exploitation (Notes 16, 23)</b>	<b>(1.147.197)</b>	<b>(763.812)</b>
<b>Corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements (Note 16)</b>	-	<b>(10.683.000)</b>
<b>Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (Notes 6, 9, 26)</b>	<b>(7.613.055)</b>	<b>(629.299)</b>
<b>Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (Notes 6, 26)</b>	<b>665.613</b>	<b>444.112</b>
<b>Résultat provenant des activités ordinaires avant impôts</b>	<b>49.286.266</b>	<b>74.082.484</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	-	<b>75.591</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>	-	<b>(67.308)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	-	<b>8.283</b>
<b>Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires et exceptionnelles (Note 15)</b>	<b>(7.663.532)</b>	<b>(8.482.933)</b>
<b>Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus</b>	<b>(4.859)</b>	<b>(5.254)</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>41.617.875</b>	<b>65.602.580</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



---

## Annexe



---

# Annexe

## NOTE 1 – GÉNÉRAL

Sanpaolo Bank S.A. (la "Banque") a été constituée au Grand-Duché de Luxembourg le 10 juillet 1981 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de Sanpaolo-Lariano Bank S.A., modifiée en Sanpaolo Bank S.A. à partir du 28 mars 1995.

En date du 1er septembre 2004, les Assemblées Générales Extraordinaires de la Banque et de la société de droit luxembourgeois dénommée IMI Bank (Lux) S.A. (la "Société Absorbée") ont approuvé le projet de fusion daté du 29 juin 2004, intégrant les rapports des Conseils d'Administration prévoyant l'absorption de la Société Absorbée par la Banque. Le projet de fusion a été publié en date du 30 juillet 2004.

La Banque agit en tant que filiale directe d'Intesa Sanpaolo S.p.A., une société de droit italien. À ce titre, les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les comptes consolidés établis par Intesa Sanpaolo S.p.A. (le "Groupe"), sis à Turin (I-10121), Piazza San Carlo 156. Les comptes consolidés peuvent être obtenus au siège social de cette société.

Conformément à l'article 80 de la loi du 17 juin 1992 modifiée relative aux comptes annuels et aux comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois, la Banque est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion pour l'exercice clôturant au 31 décembre 2008.

Les principales activités de la Banque se situent dans le domaine "Securities Services" et dans la fonction de banque dépositaire. La Banque dispose du soutien du Groupe notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés financiers.

En date du 25 juin 2008, une Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé les cessions de branches d'activité entre les sociétés Sanpaolo Bank S.A., Eurizon Capital S.A., Servitia S.A. et Société Européenne de Banque S.A. qui font partie du Groupe Intesa Sanpaolo. Ces cessions ont été soumises au régime des scissions prévu par les Articles 285 à 308 (hormis l'article 303) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les cessions de branches d'activité entre la Banque, Servitia S.A. et Société Européenne de Banque S.A. ont été réalisées à titre gratuit tandis que celle intervenue avec Eurizon Capital S.A. a été réalisée à titre onéreux.

## NOTE 2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de la Banque ont été établis conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'aux méthodes comptables généralement admises dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg.

Les principales méthodes comptables appliquées par la Banque sont les suivantes :

### a) Conversion des comptes et transactions en devises étrangères

La Banque tient une comptabilité pluri-monnaire qui consiste à enregistrer chaque opération en devise dans une comptabilité distincte selon la devise dans laquelle elle est exprimée et qui s'articule autour de comptes de positions.

La Banque établit ses comptes annuels en euro ("EUR") qui est le devise d'expression de son capital.

La conversion des postes en devises autres que la devise européenne euro répond aux critères suivants :

- Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis en EUR aux cours de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

- Les produits et charges exprimés en devises étrangères sont convertis en EUR aux cours de change en vigueur à la date de leur enregistrement dans le compte de profits et pertes.
- Les différences de change résultant de l'évaluation des postes en devises au comptant sont enregistrées dans le compte de profits et pertes à l'exception de celles provenant d'opérations de change au comptant couvertes par des contrats de change à terme.
- Les postes en devises à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La conversion de ces postes n'affecte pas le résultat de change.

Les principaux cours de change au comptant utilisés aux 31 décembre 2008 et 2007 par la Banque sont les suivants :

	2008	2007
1 EUR =	1,4849 CHF	1,6547 CHF
1 EUR =	126,1401 JPY	164,9302 JPY
1 EUR =	1,3917 USD	1,4721 USD

## b) Créances et dettes

Les créances et dettes à vue comprennent les montants qui peuvent être retirés à tout moment sans préavis ou moyennant un préavis de 24 heures. Les créances et dettes à terme englobent les montants dont l'échéance résiduelle est supérieure à 24 heures.

Les créances sont inscrites à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition diminué des corrections de valeur éventuelles telles que définies à la Note 2 f). Les dettes sont inscrites au passif à leur valeur de remboursement.

Les primes de remboursement et primes d'émission sur dettes résultant de la différence entre le montant à l'émission et le montant de remboursement sont enregistrées respectivement dans les "Comptes de régularisation" à l'actif et au passif et sont amorties prorata temporis sur la durée des dettes.

## c) Portefeuille-titres

Les effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (ci-après désignés les "Effets"), les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (ci-après désignées les "Obligations"), les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (ci-après désignées les "Actions") et les parts dans des entreprises liées sont évaluées différemment suivant leur appartenance à l'une des catégories telles que définies aux points 1), 2) et 3) ci-dessous.

L'enregistrement au bilan, à la date d'acquisition, des Obligations se fait à leur prix d'achat y compris les frais accessoires et hors intérêts courus non échus à cette date. Sans préjudice du traitement réservé aux titres émis sur une base escomptée ("obligations à coupon zéro"), les intérêts courus non échus depuis le dernier coupon payé ou depuis l'émission du titre sont repris au poste "Comptes de régularisation" jusqu'à l'échéance du coupon suivant.

L'enregistrement au bilan, à la date d'acquisition, des Actions et Parts dans des entreprises liées se fait à leur prix d'achat, y compris les frais accessoires. Les revenus des Actions sont comptabilisés au moment du détachement du dividende.

La Banque applique la méthode du coût unitaire moyen pondéré pour l'évaluation de son portefeuille-titres.

### 1. Portefeuille de négociation

Les titres sont répertoriés dans le portefeuille de négociation lorsqu'ils sont acquis avec une intention de revente dans un délai n'excédant pas six mois.

Ces titres font l'objet d'une évaluation sur la base de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché si celui-ci est inférieur à la date de bilan. Les plus-values non réalisées sont ignorées et les moins-values non réalisées donnent lieu à l'enregistrement de corrections de valeur.



## 2. Portefeuille de placement

Les titres répertoriés dans le portefeuille de placement sont des titres acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, à l'exception de ceux qui entrent dans la catégorie des immobilisations financières.

Les titres sont évalués au plus faible du prix d'acquisition et de la valeur probable de réalisation et, dans le cas de titres cotés, des cours de bourse en vigueur à la date de bilan. Les plus-values non réalisées sont ignorées et les moins-values non réalisées donnent lieu à l'enregistrement de corrections de valeur.

Les agios (différences positives entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement) sont amortis linéairement. Lorsque les valeurs mobilières à revenu fixe du portefeuille de placement sont liées à une couverture de taux d'intérêt, l'unité économique qui caractérise ces opérations est alors reflétée dans la comptabilisation des résultats. Afin d'exprimer un résultat économiquement correct, une prise en compte échelonnée des agios et disagios sur de tels titres est opérée.

## 3. Immobilisations financières

Les Obligations et les Effets sont répertoriés parmi les immobilisations financières à condition qu'ils soient destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Sont également considérées comme immobilisations financières les parts dans des entreprises liées, à l'exception des parts qui ne sont pas destinées à servir de façon durable l'activité de la Banque. Les parts dans des entreprises liées sont évaluées au prix d'acquisition. Des corrections de valeur sont constatées en cas de dépréciation durable.

Les Obligations ayant le caractère d'immobilisations financières sont évaluées au prix d'acquisition moyennant le respect de conditions telles que, entre autres, l'appartenance de l'émetteur ou du garant des obligations au secteur public des pays industrialisés. Dans le cas où ces conditions ne sont pas respectées, les Obligations sont évaluées suivant le principe applicable aux titres classés dans le portefeuille de placement. Les titres évalués au prix d'acquisition ne font l'objet de corrections de valeur qu'en cas de dépréciation durable.

Les Effets ayant le caractère d'immobilisations financières sont évalués au plus bas de la valeur de marché ou du coût d'acquisition.

Les différences positives (agios) et négatives (disagios) entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement sont enregistrées en compte de profits et pertes sur la durée de vie résiduelle des actifs concernés.

## 4. Titres mis en pension

En vertu de la législation en vigueur au Luxembourg, les titres mis en pension sur base d'une convention de vente et de rachat fermes sont maintenus dans le portefeuille-titres.

### d) Actifs immobilisés autres que les immobilisations financières

Les actifs immobilisés sont inscrits à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition. Les actifs immobilisés dont l'utilisation est limitée dans le temps font l'objet de corrections de valeur qui sont calculées par application de la méthode linéaire sur base de leur durée de vie estimée.

Les taux d'amortissement utilisés sont :

Actifs incorporels :	20% - 25% - 33%
Constructions :	2% -10% - 25%
Installations techniques :	25%
Autres installations, mobilier et matériel de bureau :	25%

En cas de dépréciation durable, les éléments de l'actif immobilisé autres que les immobilisations financières font l'objet de corrections de valeur à la date de clôture et ce afin de leur attribuer la valeur inférieure. Ces corrections de valeur sont reprises lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

## e) Opérations sur instruments financiers à terme

Les engagements relatifs aux opérations portant sur les instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou liés à d'autres cours de marché sont inscrits dans les comptes de hors-bilan à la date de transaction pour la valeur nominale des contrats.

### **Swaps de taux d'intérêt**

Les instruments financiers à terme portant sur des échanges de taux d'intérêt, principalement des IRS ("Interest Rate Swaps"), traités de gré à gré et non affectés à des actifs ou passifs déterminés, sont évalués au prix de marché. Les moins-values non réalisées sont enregistrées en compte de profits et pertes alors que les plus-values latentes sont ignorées.

### **Swaps de trésorerie**

Les montants des devises engagées dans des opérations de swaps de trésorerie sont neutres par rapport à une fluctuation des cours de change.

Les reports et déports sont comptabilisés dans les Comptes de régularisation actifs et passifs en contrepartie du résultat d'intérêts.

Les montants comptabilisés correspondent aux prorata temporis des reports et déports totaux entre la date de départ des swaps et le 31 décembre. Les différences de change résultant de l'évaluation des opérations swaps sont neutralisées par inscription en Comptes de régularisation.

### **Contrats de change à terme secs (outrights)**

Seules les moins-values latentes sur outrights sont comptabilisées en provisions ; les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

La détermination des plus ou moins-values latentes se fait par application du taux de change à terme pour chaque devise concernée à l'ensemble des outrights de même échéance.

### **Forward Rate Agreements**

Les instruments financiers à terme portant sur des échanges de taux d'intérêt traités de gré à gré et non affectés à des actifs ou passifs déterminés sont évalués au prix de marché. Les moins-values non réalisées sont enregistrées en compte de profits et pertes alors que les plus-values latentes sont ignorées.

Les "Forward Rate Agreements" qui sont traités sur le marché de gré à gré et conclus dans le cadre de la couverture des positions de taux de la Banque ne font pas l'objet d'une évaluation au prix de marché, sauf s'ils couvrent des valeurs mobilières à revenu fixe du portefeuille des immobilisations financières évaluées au plus bas du coût d'acquisition et de la valeur de marché.

Aucune provision n'est constituée dans les cas où l'instrument financier couvre précisément un poste d'actif ou de passif et où l'unité économique est établie, ainsi que dans le cas où l'instrument financier est couvert par une opération en sens inverse de manière telle que la position est fermée. Dans ces cas précis, les gains et les pertes dégagés sur les opérations de couverture sont enregistrés dans le compte de profits et pertes parallèlement à ceux des opérations couvertes.

### **Options**

Pour les options traitées sur le marché de gré à gré et qui ne sont pas affectées à des actifs ou à des passifs déterminés, les primes payées ou perçues sont enregistrées au bilan jusqu'à l'exercice de l'option ou jusqu'à l'échéance. Les engagements sur options émises sont enregistrés dans le poste de hors-bilan.

Les options qui n'ont pas été contractées dans un but de couverture sont évaluées à leur valeur de marché. Les moins-values latentes sont comptabilisées en compte de profits et pertes alors que les plus-values latentes sont négligées.

Les options contractées dans un but de couverture ne sont pas évaluées.

Les contrats d'options, traités sur le marché organisé en couverture d'opérations de sens inverse sur options présentant des caractéristiques identiques, conclues également sur le marché organisé, sont traités comme

suit : la position sur ces instruments étant fermée, le résultat dégagé sur les primes encaissées et payées est enregistré en compte de profits et pertes.

À la date d'établissement du bilan, pour les autres produits, une provision est constituée pour les moins-values non réalisées constatées lors de l'évaluation individuelle aux cours du marché des transactions non encore dénouées. Cette provision est enregistrée sous le poste du passif "Provisions - autres provisions".

#### **f) Corrections de valeur et provision forfaitaire**

Les corrections de valeur englobent les provisions pour créances douteuses et pour dépréciation du portefeuille-titres ainsi que les amortissements sur actifs corporels et incorporels.

Pour un actif déterminé, les moins-values constatées ou estimées sont enregistrées en corrections de valeur directement en déduction de sa valeur nominale ou de son prix d'acquisition. L'actif considéré est dès lors inscrit au bilan en termes nets.

Les autorités fiscales luxembourgeoises dans leur circulaire du 16 décembre 1997 ont défini l'assiette de la provision forfaitaire comme étant applicable à tous les actifs et à tous les engagements hors-bilan considérés à risque dans le cadre des règles prudentielles bancaires fixées pour l'adéquation des fonds propres. Le taux applicable est de 1,25% sur base de la somme des éléments d'actifs et de hors-bilan à risques.

La provision forfaitaire ainsi constituée vient pour partie en déduction des postes de l'actif sur lesquels elle a été calculée pour la part de provision attribuable au risque de crédit affectant les éléments de bilan. Le solde attribuable au risque de crédit calculé sur les postes de hors-bilan, ainsi qu'aux autres risques, est conservé au passif du bilan sous le poste "Provisions - autres provisions".

#### **g) Provisions**

Outre les provisions pour impôts, les provisions inscrites au passif du bilan englobent notamment les provisions relatives à des risques sur opérations de hors-bilan, la provision liée à l'Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg ("A.G.D.L.") (Note 18), ainsi que les provisions pour risques divers et litiges.

#### **h) Comparabilité des chiffres**

En raison des cessions des branches d'activité mentionnées à la Note 1, la comparabilité de certains chiffres n'est pas relevante.

### **NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

#### **3.1. Analyse des instruments financiers primaires**

Le tableau ci-dessous permet d'analyser la composition des instruments financiers primaires en les répartissant suivant leur valeur résiduelle. Ils sont présentés nets de corrections de valeur et de provision forfaitaire.

L'activité principale de la Banque étant celle de banque dépositaire, elle est structurellement prêteuse comme le montre le montant des dépôts de la clientèle dans le tableau ci-après.

La majeure partie des liquidités disponibles (94,12%) provient de la clientèle fonds commun de placement et SICAV. Elle est placée dans des opérations de prêts interbancaires dont la plus grande partie (environ 91,48%) est conclue avec des sociétés du Groupe (Note 26).

Cette activité est encadrée par un système de limites de contreparties approuvées par le Conseil d'Administration. Les limites opérationnelles de chaque contrepartie bancaire sont intégrées au système

informatique bancaire. Ces limites font l'objet d'une surveillance permanente de la part des opérateurs ainsi que d'un suivi quotidien de la part du Service Risk Management.

### Détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par maturité résiduelle au 31 décembre 2008

(exprimé en EUR)

Type	Sous-type	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéter- minée	Total
Prêts et dépôts	: banque	1.455.029.273	1.702.673.359	-	-	-	3.157.702.632
Prêts et dépôts	: non banque	109.951.514					109.951.514
Titres négociables	: banque	-	-	136.378.310	-	-	136.378.310
Autres actifs	: banque	11.956	-	-	-	-	11.956
Autres actifs	: non banque	6.189.924	-	-	-	-	6.189.924
<b>Total des actifs financiers primaires</b>		<b>1.571.182.667</b>	<b>1.702.673.359</b>	<b>136.378.310</b>	-	-	<b>3.410.234.336</b>
Dépôts	: banque	181.214.221	5.888.748	-	-	-	187.102.969
Dépôts	: non banque	2.450.550.231	546.564.000	-	-	-	2.997.114.231
<b>Total des passifs financiers primaires</b>		<b>2.631.764.452</b>	<b>552.452.748</b>	-	-	-	<b>3.184.217.200</b>

### Détail des actifs et passifs financiers primaires (autres que ceux conclus avec des banques) ventilés par secteur économique au 31 décembre 2008

(exprimé en EUR)

Type	Sous-type	Établissements financiers	Autres personnes morales	Secteur public	Personnes physiques	Autres	Total
Prêts et dépôts	: non banque	109.951.514	-	-	-	-	109.951.514
Autres actifs	: non banque	1.836.533	4.353.383	-	-	8	6.189.924
<b>Total des actifs financiers primaires</b>		<b>111.788.047</b>	<b>4.353.383</b>	-	-	<b>8</b>	<b>116.141.438</b>
Dépôts	: non banque	2.994.370.721	-	-	-	2.743.510	2.997.114.231
<b>Total des passifs financiers primaires</b>		<b>2.994.370.721</b>	-	-	-	<b>2.743.510</b>	<b>2.997.114.231</b>

### Détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par maturité résiduelle au 31 décembre 2007

(exprimé en EUR)

Type	Sous-type	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéter- minée	Total
Prêts et dépôts	: banque	3.735.196.121	2.612.951.784	-	-	-	6.348.147.905
Prêts et dépôts	: non banque	90.262.765	89.087.124	77.377.215	-	-	256.727.104
Titres négociables	: banque	62.164.137	541.587.645	2.759.542.804	165.355.561	-	3.528.650.147
Titres négociables	: non banque	24.861.388	-	84.531.000	-	95.907	109.488.295
Autres actifs	: banque	-	-	-	-	12.126.791	12.126.791
Autres actifs	: non banque	26.334	-	-	-	10.840.716	10.867.050
<b>Total des actifs financiers primaires</b>		<b>3.912.510.745</b>	<b>3.243.626.553</b>	<b>2.921.451.019</b>	<b>165.355.561</b>	<b>23.063.414</b>	<b>10.266.007.292</b>
Dépôts	: banque	2.256.656.448	18.623.553	-	-	-	2.275.280.001
Dépôts	: non banque	4.116.371.806	344.941.888	642.914	-	-	4.461.956.608
Titres négociables	: banque	70.000.000	499.553.000	2.534.921.000	29.246.000	-	3.133.720.000
<b>Total des passifs financiers primaires</b>		<b>6.443.028.254</b>	<b>863.118.441</b>	<b>2.535.563.914</b>	<b>29.246.000</b>	-	<b>9.870.956.609</b>

### Détail des actifs et passifs financiers primaires (autres que ceux conclus avec des banques) ventilés par secteur économique au 31 décembre 2007

(exprimé en EUR)

Type	Sous-type	Établissements financiers	Autres personnes morales	Secteur public	Personnes physiques	Autres	Total
Prêts et dépôts	: non banque	143.083.816	91.041.749	1.305.094	21.296.445	-	256.727.104
Titres négociables	: non banque	84.626.905	2	24.861.388	-	-	109.488.295
Autres actifs	: non banque	6.487.333	4.353.383	-	-	26.334	10.867.050
<b>Total des actifs financiers primaires</b>		<b>234.198.054</b>	<b>95.395.134</b>	<b>26.166.482</b>	<b>21.296.445</b>	<b>26.334</b>	<b>377.082.449</b>
Dépôts	: non banque	4.278.231.298	-	-	183.725.310	-	4.461.956.608
<b>Total des passifs financiers primaires</b>		<b>4.278.231.298</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>183.725.310</b>	<b>-</b>	<b>4.461.956.608</b>

Le tableau qui suit présente le détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par zone géographique.

Comme expliqué précédemment, l'essentiel de l'activité de prêts interbancaires s'effectue avec des sociétés du Groupe. Comme le montre le tableau ci-dessous, on retrouve principalement une activité de dépôts interbancaires localisés en Italie. Il en va de même pour l'activité de prêts et dépôts non bancaires.

### Détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par zone géographique au 31 décembre 2008

(exprimé en EUR)

Type	Sous-type	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique	Autres	Total
Prêts et dépôts	: banque	2.938.038.029	158.037.387	2.799.656	19.199.102	25.673.526	13.954.932	3.157.702.632
Prêts et dépôts	: non banque	869.507	109.080.800	1.207	-	-	-	109.951.514
Titres négociables	: banque	136.378.310	-	-	-	-	-	136.378.310
Autres actifs	: banque	-	11.956	-	-	-	-	11.956
Autres actifs	: non banque	-	4.353.391	-	1.836.533	-	-	6.189.924
<b>Total des actifs financiers primaires</b>		<b>3.075.285.846</b>	<b>271.483.534</b>	<b>2.800.863</b>	<b>21.035.635</b>	<b>25.673.526</b>	<b>13.954.932</b>	<b>3.410.234.336</b>
Dépôts	: banque	78.429.384	30.705.630	77.041.558	338.528	-	587.869	187.102.969
Dépôts	: non banque	135.018.163	2.849.971.877	9.251.620	-	129.018	2.743.553	2.997.114.231
<b>Total des passifs financiers primaires</b>		<b>213.447.547</b>	<b>2.880.677.507</b>	<b>86.293.178</b>	<b>338.528</b>	<b>129.018</b>	<b>3.331.422</b>	<b>3.184.217.200</b>

## Détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par zone géographique au 31 décembre 2007

(exprimé en EUR)

Type	Sous-type	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique	Autres	Total
Prêts et dépôts	: banque	6.112.557.589	136.837.847	72.961	15.653.349	3.725.275	79.300.884	6.348.147.905
Prêts et dépôts	: non banque	62.854.544	144.820.021	10.798.337	6.226.138	467	32.027.597	256.727.104
Titres négociables	: banque	469.544.723	3.059.105.424	-	-	-	-	3.528.650.147
Titres négociables	: non banque	24.861.388	84.626.905	-	2	-	-	109.488.295
Autres actifs	: banque	-	40.008	12.086.783	-	-	-	12.126.791
Autres actifs	: non banque	-	4.353.486	-	6.487.230	-	26.334	10.867.050
<b>Total des actifs financiers primaires</b>		<b>6.669.818.244</b>	<b>3.429.783.691</b>	<b>22.958.081</b>	<b>28.366.719</b>	<b>3.725.742</b>	<b>111.354.815</b>	<b>10.266.007.292</b>
Dépôts	: banque	1.755.647.098	210.196.562	275.918.615	512.149	14.386.423	18.619.154	2.275.280.001
Dépôts	: non banque	93.733.010	4.011.366.698	62.054.154	2.655.101	1.884.393	290.263.252	4.461.956.608
Titres négociables	: banque	-	3.133.720.000	-	-	-	-	3.133.720.000
<b>Total des passifs financiers primaires</b>		<b>1.849.380.108</b>	<b>7.355.283.260</b>	<b>337.972.769</b>	<b>3.167.250</b>	<b>16.270.816</b>	<b>308.882.406</b>	<b>9.870.956.609</b>

## Détail des engagements et passifs éventuels au 31 décembre 2008

	2008	2007
Passifs éventuels	28.438	101.586.518
Engagements	-	428.096.672
<b>TOTAL</b>	<b>28.438</b>	<b>529.683.190</b>

Les passifs éventuels au 31 décembre 2008 sont principalement constitués de cautions locatives en faveur du personnel. Au 31 décembre 2007, les passifs éventuels étaient constitués de garanties et autres substituts directs de crédit.

Les engagements au 31 décembre 2007 étaient principalement constitués d'opérations au comptant sur titres dont la date de renseignement au bilan est plus de deux jours après la date de transaction.

### 3.2. Information sur les instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2008, les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit sur base de leurs notionnels :

(exprimé en EUR)

Instruments financiers dérivés actifs	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans	Total notionnels
Opérations liées aux taux de change :					
- Opérations de change à terme	16.428.472	2.699.269	-	-	19.127.741
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
- Swaps	-	150.000.000	-	-	150.000.000
<b>Total</b>	<b>16.428.472</b>	<b>152.699.269</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>169.127.741</b>
Instruments financiers dérivés passifs	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans	Total notionnels
Opérations liées aux taux de change :					
- Opérations de change à terme	70.106.543	2.856.830	-	-	72.963.373
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
- Swaps	200.000.000	880.000.000	100.000.000	-	1.180.000.000
<b>Total</b>	<b>270.106.543</b>	<b>882.856.830</b>	<b>100.000.000</b>	<b>-</b>	<b>1.252.963.373</b>

Sont considérés comme actifs financiers et passifs financiers les contrats qui présentent une juste valeur positive respectivement une juste valeur négative au 31 décembre 2008.

Comme au 31 décembre 2007, tous les instruments financiers dérivés présentés ci-dessus sont non cotés à l'exception des instruments réalisés sur marchés organisés.

Au 31 décembre 2007, les instruments financiers dérivés se détaillaient comme suit sur base de leurs notionnels :

(exprimé en EUR)

<b>Instruments financiers dérivés actifs</b>	<b>De à vue à 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>De plus de 5 ans</b>	<b>Total notionnels</b>
Opérations liées aux taux de change :					
- Opérations de change à terme	4.760.257.558	80.987.357	-	-	4.841.244.915
- Options de change	17.128.114	-	-	-	17.128.114
- Autres	537.024.579	-	-	-	537.024.579
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
- Swaps	-	1.185.000.000	13.057.100	7.750.000	1.205.807.100
<b>Total</b>	<b>5.314.410.251</b>	<b>1.265.987.357</b>	<b>13.057.100</b>	<b>7.750.000</b>	<b>6.601.204.708</b>

<b>Instruments financiers dérivés passifs</b>	<b>De à vue à 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>De plus de 5 ans</b>	<b>Total notionnels</b>
Opérations liées aux taux de change :					
- Opérations de change à terme	260.315.087	32.169.960	-	-	292.485.047
- Options de change	115	-	-	-	115
- Futures	83.754	-	-	-	83.754
- Autres	54.472.385	-	-	-	54.472.385
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
- Swaps	119.919.242	1.100.776.600	3.249.100	-	1.223.944.942
Opérations liées à d'autres cours de marché :					
- Futures	26.095	-	-	-	26.095
- Options sur valeurs mobilières	22.860.178	-	-	-	22.860.178
<b>Total</b>	<b>457.676.856</b>	<b>1.132.946.560</b>	<b>3.249.100</b>	<b>-</b>	<b>1.593.872.516</b>

Sont considérés comme actifs financiers et passifs financiers les contrats qui présentent une juste valeur positive respectivement une juste valeur négative au 31 décembre 2007.

Aux 31 décembre 2008 et 2007, les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit sur base de leur juste valeur nette en EUR :

Catégorie	2008		
	Notionnels	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Opérations liées aux taux de change :			
- Opérations de change à terme	92.091.114	2.228.804	3.836.726
Opérations liées aux taux d'intérêt :			
- Swaps	1.330.000.000	720.016	10.180.797
<b>TOTAL</b>	<b>1.422.091.114</b>	<b>2.948.820</b>	<b>14.017.523</b>

Catégorie	2007		
	Notionnels	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Opérations liées aux taux de change :			
- Opérations de change à terme	5.725.226.926	8.849.885	10.824.435
- Options de change <sup>(1)</sup>	17.128.229	-	-
- Futures <sup>(1)</sup>	83.754	-	-
Opérations liées aux taux d'intérêt :			
- Swaps	2.429.752.042	3.148.566	9.696.787
Opérations liées à d'autres cours du marché :			
- Futures <sup>(1)</sup>	26.095	-	-
- Options sur valeurs mobilières <sup>(1)</sup>	22.860.178	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>8.195.077.224</b>	<b>11.998.451</b>	<b>20.521.222</b>

(1) La Banque n'a pas de position ouverte sur ce type d'instruments, elle ne calcule en conséquence pas de juste valeur.

Au 31 décembre 2008, les opérations liées aux taux d'intérêt viennent exclusivement en couverture d'opérations de trésorerie.

Au 31 décembre 2007, les opérations liées aux taux d'intérêt venaient en couverture du portefeuille-titres, des opérations de trésorerie et des opérations financières (Dettes représentées par un titre) se rapportant au produit Low Coupon Bonds de la Banque.



### 3.3. Risque de crédit

Les tableaux ci-dessous reprennent le risque de crédit associé aux instruments financiers dérivés de la Banque au 31 décembre 2008 et 2007 conclus de gré-à-gré sur base de la méthode de l'évaluation au prix du marché.

Au 31 décembre 2008, le risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier suivant les dispositions de la circulaire CSSF 06/273, telle que modifiée, portant définition des ratios de fonds propres est détaillé comme suit :

(exprimé en EUR)

Ventilation des expositions selon leur pondération	%	Montant des actifs à risque pondérés	Exigences de fonds propres
Expositions sur les établissements de crédit	20	1.702.564	136.212
	50	250.000	20.000
<b>TOTAL</b>		<b>1.952.564</b>	<b>156.212</b>
Expositions sur les entreprises	20	1.142.763	91.421
<b>TOTAL</b>		<b>1.142.763</b>	<b>91.421</b>

Au 31 décembre 2007, le risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier selon la circulaire CSSF 2000/10 portant définition des ratios de fonds propres est détaillé comme suit :

(exprimé en EUR)

Degré de solvabilité des contreparties	Montants notionnels	Montants des instruments financiers dérivés pondérés	Garanties	Expositions nettes au risque de crédit
Contreparties bancaires				
Zone A - pondérées à 20%	4.625.716.385	5.371.029	-	5.371.029
Clients privés -				
pondérés à 50%	2.536.630.221	13.044.395	-	13.044.395
<b>TOTAL</b>	<b>7.162.346.606</b>	<b>18.415.424</b>	<b>-</b>	<b>18.415.424</b>

### Détail des instruments financiers dérivés actifs ventilés par secteur économique au 31 décembre 2008

(exprimé en EUR)

Instruments financiers dérivés actifs	Établissements financiers (*)	Banques	Total
Opérations liées aux taux de change :			
- Opérations de change à terme	4.041.762	15.085.979	19.127.741
Opérations liées aux taux d'intérêt :			
- Swaps	-	150.000.000	150.000.000
<b>TOTAL</b>	<b>4.041.762</b>	<b>165.085.979</b>	<b>169.127.741</b>

(\*) incluant les fonds d'investissement.

**Détail des instruments financiers dérivés actifs ventilés par secteur économique au 31 décembre 2007**

(exprimé en EUR)

Instruments financiers dérivés actifs	Établissements financiers (*)	Personnes physiques	Banques	Total
Opérations liées aux taux de change :				
- Opérations de change à terme	2.575.895.764	9.145.572	2.256.203.579	4.841.244.915
- Options de change	-	5.098.501	12.029.613	17.128.114
- Autres	7.822.618	-	529.201.961	537.024.579
Opérations liées aux taux d'intérêt :				
- Swaps	-	-	1.205.807.100	1.205.807.100
<b>TOTAL</b>	<b>2.583.718.382</b>	<b>14.244.073</b>	<b>4.003.242.253</b>	<b>6.601.204.708</b>

(\*) incluant les fonds d'investissement.

**Détail des instruments financiers dérivés actifs ventilés par région géographique au 31 décembre 2008**

(exprimé en EUR)

Instruments financiers dérivés actifs	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Grande-Bretagne	Autres	Total
Opérations liées aux taux de change :					
- Opérations de change à terme	-	12.164.443	5.583.656	1.379.642	19.127.741
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
- Swaps	-	50.000.000	100.000.000	-	150.000.000
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>62.164.443</b>	<b>105.583.656</b>	<b>1.379.642</b>	<b>169.127.741</b>

**Détail des instruments financiers dérivés actifs ventilés par région géographique au 31 décembre 2007**

(exprimé en EUR)

Instruments financiers dérivés actifs	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique	Autres	Total
Opérations liées aux taux de change :							
- Opérations de change à terme	1.140.059.837	1.798.861.015	363.022.060	1.204.419.206	10.707.360	324.175.437	4.841.244.915
- Options de change	8.528.837	-	5.910.327	2.688.950	-	-	17.128.114
- Futures	19.444	60.152.998	259.629	418.861.716	5.285.000	52.445.792	537.024.579
Opérations liées aux taux d'intérêt :							
- Swaps	20.807.100	430.000.000	-	755.000.000	-	-	1.205.807.100
<b>TOTAL</b>	<b>1.169.415.218</b>	<b>2.289.014.013</b>	<b>369.192.016</b>	<b>2.380.969.872</b>	<b>15.992.360</b>	<b>376.621.229</b>	<b>6.601.204.708</b>

On notera que l'essentiel du risque de crédit est déterminé sur des positions détenues par des tiers professionnels (banques) situés dans des pays de l'OCDE.

### 3.4. Risque de marché

#### 3.4.1. Risque de taux d'intérêt

Les positions d'intérêt sont contrôlées par la Direction de la Banque et par le Service Risk Management. Le risque de taux est suivi quotidiennement selon la méthode dite "des impasses". Cette méthode consiste en l'élaboration d'un tableau prévisionnel récapitulatif de l'ensemble des opérations (de l'actif et du passif) sous la forme d'un échéancier qui permet de faire apparaître des impasses échéance par échéance.

Cette méthodologie est accompagnée d'une série de limites spécifiques fixées par le Conseil d'Administration dont le respect est contrôlé chaque jour par la Direction de la Banque.

La politique de la Banque est de couvrir sur le marché les opérations qu'elle conclut avec les organismes de placement collectif.

#### 3.4.2. Risque de change

La politique générale de la Banque est de ne pas prendre de positions en devises. Le Conseil d'Administration de la Banque a fixé des limites par devise qui doivent être observées. La position de change de la Banque fait l'objet d'une réconciliation quotidienne par le Service Risk Management. Tout dépassement de limites doit être autorisé par la Direction de la Banque qui juge la situation au cas par cas.

De la même manière que pour les opérations portant sur des taux d'intérêt, la politique de la Banque est de couvrir sur le marché des devises les contrats conclus avec les organismes de placement collectif.

## NOTE 4 – CAISSE, AVOIRS AUPRÈS DES BANQUES CENTRALES ET DES OFFICES DE CHÈQUES POSTAUX

Conformément aux exigences de la Banque Centrale Européenne, la Banque Centrale du Luxembourg a mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 un système de réserves obligatoires auquel sont soumis tous les établissements de crédit luxembourgeois. Au 31 décembre 2008, le montant de la réserve minimum maintenu par la Banque auprès de la Banque Centrale du Luxembourg s'élevait à EUR 69.140.113 (2007 : EUR 93.444.742).

Le montant de cette réserve renseigné au bilan est affecté par un prorata de provision forfaitaire de EUR 460.018 (2007 : EUR 272.222).

## NOTE 5 – CRÉANCES

La structure par échéance des créances brutes sur les établissements de crédit autres que celles à vue et des créances sur la clientèle se présente comme suit au 31 décembre 2008 :

(exprimé en EUR)

	Créances sur les établissements de crédit (montants bruts)	
	2008	2007
À moins de trois mois	779.000.000	3.355.631.781
De trois mois à un an	1.714.000.000	2.620.586.034
<b>TOTAL</b>	<b>2.493.000.000</b>	<b>5.976.217.815</b>

Au 31 décembre 2008, un montant de EUR 16.474.514 (2007 : EUR 17.409.816) de provision forfaitaire vient en déduction des créances sur les établissements de crédit autres que celles à vue.

(exprimé en EUR)

	Créances sur la clientèle (montants bruts)	
	2008	2007
À moins de trois mois	110.682.941	89.217.577
De trois mois à un an	-	89.347.440
D'un à cinq ans	-	77.603.350
<b>TOTAL</b>	<b>110.682.941</b>	<b>256.168.367</b>

Un montant de EUR 731.427 de provision forfaitaire vient en déduction de ces créances (2007 : EUR 746.357).

## NOTE 6 – MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Durant l'année 2008, les postes de l'actif immobilisé ont évolué comme suit :

(exprimé en EUR)

	Valeur brute au 01.01.08	Entrées / Transferts	Sorties / Transferts	Change	Valeur brute au 31.12.08	Corrections de valeur cumulées au 01.01.08	Dotations / Transferts	Reprises / Utilisations / Transferts	Corrections de valeur cumulées au 31.12.08	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Obligations et Effets	109.495.120	139.954.592	(109.495.120)	-	139.954.592	(665.613)	(3.576.282)	665.613	(3.576.282)	136.378.310
Parts dans des entreprises liées	22.967.773	-	(12.127.152)	(1.492.582)	9.348.039	(266)	(3.158.115)	266	(3.158.115)	6.189.924
Sanpaolo Bank (Suisse) S.A.	12.086.783	-	(12.086.783)	-	-	-	-	-	-	-
Eurizon Capital S.A. <sup>(1)</sup>	369	-	(369)	-	-	(266)	-	266	-	-
Sanpaolo IMI Bank International S.A.	8	-	-	-	8	-	-	-	-	8
IMI Bank A.G. <sup>(1)</sup>	40.000	-	(40.000)	-	-	-	-	-	-	-
Sanpaolo Real Estate S.A.	2.999.988	-	-	-	2.999.988	-	-	-	-	2.999.988
London Stock exchange G. Plc.	6.487.230	-	-	(1.492.582)	4.994.648	-	(3.158.115)	-	(3.158.115)	1.836.533
Sanpaolo Immobilière S.A.	1.353.395	-	-	-	1.353.395	-	-	-	-	1.353.395
Actifs incorporels	18.357.769	40.815.206 <sup>(3)</sup>	(18.587.605)	-	40.585.370	(16.518.132)	(5.015.994)	17.401.723	(4.132.403)	36.452.967
Actifs corporels <sup>(2)</sup>	22.151.273	78.791	(12.182.836)	-	10.047.228	(17.142.326)	(779.074)	11.599.792	(6.321.608)	3.725.620
Terrains et constructions	8.097.866	7.642	(397.211)	-	7.708.297	(4.603.848)	(373.017)	765.248	(4.211.617)	3.496.680
Installations techniques et machines	12.245.128	47.808	(11.711.368)	-	581.568	(10.990.145)	(321.050)	10.759.796	(551.399)	30.169
Autres installations, outillage et mobilier	1.808.279	23.341	(74.257)	-	1.757.363	(1.548.333)	(85.007)	74.748	(1.558.592)	198.771

(1) La filiale IMI Bank A.G. a été liquidée en décembre 2008. La participation dans Eurizon Capital S.A. a été cédée à Eurizon Capital SGR S.p.A..

(2) Les terrains et les constructions sont loués par la Banque à Eurizon Capital S.A..

(3) Ce montant est principalement constitué de l'actif incorporel généré lors du transfert de branches d'activité à titre onéreux entre la Banque et Eurizon Capital S.A. pour un montant de EUR 40.489.821. Cet actif est amorti sur une durée de 5 ans.

## NOTE 7 – OBLIGATIONS ET EFFETS

Au 31 décembre 2008, les Obligations et les Effets sont majoritairement composées de titres cotés à l'exception des émissions propres et se répartissent comme suit :

(exprimé en EUR)

	2008		2007	
	Valeurs nettes comptables	Juste valeur	Valeurs nettes comptables	Juste valeur
Obligations et Effets :				
- des émetteurs publics	-	-	24.861.388	24.970.000
- des émissions propres	-	-	3.032.755.471	3.085.050.863
- d'autres émetteurs	136.378.310	137.504.310	580.425.676	580.639.023
<b>TOTAL</b>	<b>136.378.310</b>	<b>137.504.310</b>	<b>3.638.042.535</b>	<b>3.690.659.886</b>

La répartition des Obligations et des Effets s'établit comme suit entre les différents portefeuilles de la Banque au 31 décembre 2008 :

(exprimé en EUR)

	2008		2007	
	Valeurs nettes comptables	Juste valeur	Valeurs nettes comptables	Juste valeur
Immobilisations financières	136.378.310	137.504.310	108.829.507	109.164.500
Portefeuille de placement	-	-	3.529.213.028	3.581.495.386
<b>TOTAL</b>	<b>136.378.310</b>	<b>137.504.310</b>	<b>3.638.042.535</b>	<b>3.690.659.886</b>

Un tableau récapitulatif des mouvements du portefeuille des immobilisations financières est présenté en Note 6.

Aux 31 décembre 2008 et 2007, aucun montant relatif à la provision forfaitaire calculée sur les éléments d'actif ne vient en déduction du poste "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe d'autres émetteurs" et du poste "Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale".

Aucune obligation ne viendra à échéance en 2009 (2008 : EUR 628.613.170).

Le montant total des agios amortis sur le portefeuille des immobilisations financières et de placement au cours de l'exercice 2008 s'élève à EUR 770.368 (2007 : EUR 59.604) et celui du disagio s'élève à EUR 10.445 (2007 : EUR 2.165.102).

Au 31 décembre 2008, la Banque n'a plus d'opérations de mise en pension de titres (2007 : EUR 1.706.359.934).

Au cours de l'exercice 2008, l'ensemble du portefeuille de placement, une grande partie du portefeuille immobilisé ainsi que le programme d'émissions titres de la Banque ont été transférés dans le cadre des cessions de branches d'activité entre la Société Européenne de Banque S.A. et la Banque sur base de l'art. 308 bis de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 (voir Note 1).

## NOTE 8 – ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES A REVENU VARIABLE

Ce poste comprend normalement des actions, parts sociales, parts de fonds communs de placement et les autres valeurs à revenus variables ne faisant pas partie des immobilisations financières.

Au 31 décembre 2008, la Banque n'a plus de position sous forme d'actions et autres valeurs mobilières à revenu variable admises ou non à une cote officielle (2007 : EUR 95.907).

## NOTE 9 – PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES

Aux 31 décembre 2008 et 2007, les parts dans des entreprises liées sont essentiellement composées de titres non cotés.

Au cours de l'année 2008, la Banque a transféré sa participation dans Sanpaolo Bank Suisse S.A., devenue Sanpaolo Private Bank (Suisse) S.A. à la Société Européenne de Banque S.A. dans le cadre des cessions de branches d'activité (voir Note 1), finalisé la liquidation de sa participation IMI Bank A.G. réalisant une perte de EUR 15.991 et cédé sa participation Eurizon Capital S.A..

La Note 6 détaille les mouvements de l'exercice des parts dans des entreprises liées. Les corrections de valeur appliquées au poste "Parts dans des entreprises liées" s'élèvent à EUR 3.158.115 (2007 : EUR 266).

Les parts dans des entreprises liées au 31 décembre 2008 nettes des corrections de valeur se composent comme suit :

(exprimé en EUR)			
Parts dans des entreprises liées	% détenu	Valeur nette au 31.12.2008	Quote-part dans les capitaux propres
Sanpaolo Immobilière S.A.***, Luxembourg	99,99	1.353.395	277.323 <sup>(1)</sup>
London Stock Exchange Group Plc***	0,05	1.836.533	1.836.532 <sup>(2)</sup>
Sanpaolo IMI Bank International S.A.*, Madeire – Portugal	0,01	8	19.648 <sup>(1)</sup>
Sanpaolo Real Estate S.A., Luxembourg	99,99	2.999.988	3.264.767 <sup>(1)</sup>
<b>TOTAL</b>		<b>6.189.924</b>	<b>5.398.270</b>

(1) Sur base des situations non auditées au 31 décembre 2008.

(2) Sur base de la valeur de cotation des titres au 31 décembre 2008.

\* Établissements de crédit.

\*\* Aucune correction de valeur n'a été actée sur cette entité dans la mesure où les immeubles détenus par Sanpaolo Immobilière S.A. sont maintenus au coût d'acquisition conformément aux principes comptables luxembourgeois, qui est inférieur à la valeur de marché estimée.

\*\*\* Une correction de valeur pour un montant de EUR 3.158.115 a été actée sur les titres de London Stock Exchange Group Plc pour refléter la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2008.

## NOTE 10 – AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

Les valeurs à recevoir à court terme représentent respectivement 83,03% (2007 : EUR 94,4%) du poste "Autres actifs" et les valeurs à payer à court terme 74,78% (2007 : EUR 89,2 %) du poste "Autres passifs".

## NOTE 11 – COMPTES DE RÉGULARISATION

Les prorata d'intérêts générés sur opérations "Interest Rate Swaps" sur portefeuille-titres, sur comptes courants, sur dépôts et crédits composent respectivement à hauteur de 96,00% les comptes de régularisation actifs et 88,76% les comptes de régularisation passifs.

Le solde des comptes de régularisation actifs et passifs est essentiellement constitué par des produits à recevoir et charges à payer.

## NOTE 12 – DETTES

La structure par échéance des dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle autres que les dettes à vue se présente comme suit :

(exprimé en EUR)

	Dettes envers les établissements de crédit	
	2008	2007
À moins de trois mois	29.233.270	1.970.322.705
De trois mois à un an	5.888.748	18.623.553
<b>TOTAL</b>	<b>35.122.018</b>	<b>1.988.946.258</b>

  

	Dettes envers la clientèle	
	2008	2007
À moins de trois mois	992.984.903	3.474.487.791
De trois mois à un an	546.564.000	344.941.888
D'un à cinq ans	-	642.914
<b>TOTAL</b>	<b>1.539.548.903</b>	<b>3.820.072.593</b>

## NOTE 13 – DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Au 31 décembre 2007, ce poste était constitué d'émissions lancées par la Banque dans le cadre de programmes "Euro Medium Term Notes" et "Sanpaolo Notes". Une grande partie de ces émissions était souscrite par la Banque. Dans le cadre de la cession des branches d'activité opérée en 2008, cette activité a été transférée à la Société Européenne de Banque S.A..

## NOTE 14 – ACTIFS DONNÉS EN GARANTIE

En 2008 et 2007, la Banque n'a donné aucun actif en garantie pour couvrir ses propres engagements ou engagements de tiers.

## NOTE 15 – IMPÔTS

La Banque est passible de l'Impôt sur le Revenu des Collectivités, de l'Impôt Commercial Communal ainsi que de l'Impôt sur la Fortune et a été définitivement imposée jusqu'en 2004 en ce qui concerne l'Impôt sur le Revenu des Collectivités ainsi que l'Impôt Commercial Communal et jusqu'en 2005 en ce qui concerne l'Impôt sur la Fortune. Les provisions fiscales sont reprises au bilan dans la rubrique "Provisions pour impôts".

Au 31 décembre 2008, la charge d'impôt de la Banque liée au résultat provenant des activités ordinaires et exceptionnelles s'élève à EUR 7.663.532 (2007 : EUR 8.482.933).

## NOTE 16 – AUTRES PROVISIONS

Au 31 décembre 2008, les autres provisions sont principalement constituées de provisions pour litiges pour un montant de EUR 9.835.324 (2007 : EUR 8.800.000) et d'une provision de EUR 4.620.515 (2007 : EUR 5.000.000) pour autres risques financiers en relation avec l'activité de banque dépositaire.

La provision forfaitaire enregistrée au 31 décembre 2008 pour un montant de EUR 22.200.000 (2007 : EUR 22.200.000 suite à la dotation en 2007 d'un montant de EUR 10.683.000) vient en déduction des actifs correspondants pour le risque de crédit lié aux éléments de bilan à hauteur de EUR 22.164.432 (2007 : EUR 19.942.014), le solde de EUR 35.568 (2007 : EUR 2.257.986) calculé sur le risque de crédit affectant les éléments de hors-bilan et les autres risques reste inclus dans le poste de passif "Provisions - autres provisions".

Le poste englobe également la provision A.G.D.L. (Note 18).



## NOTE 17 – CAPITAUX PROPRES

Aux 31 décembre 2008 et 2007, le capital souscrit est fixé à EUR 140.000.000 représenté par 1.685.586 actions sans désignation de valeur nominale.

Conformément aux dispositions légales, 5% du bénéfice de l'exercice doivent être affectés à une réserve légale. Cette affectation cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint 10% du capital souscrit et libéré. La distribution de la réserve légale n'est pas permise. Au 31 décembre 2008, la réserve légale est intégralement dotée.

En accord avec la législation fiscale en vigueur depuis le 1er janvier 2002, la Banque a réduit sa charge d'impôt sur la fortune ("IF") dans la limite de la charge d'impôt sur le revenu des collectivités de l'année ("IRC") avant imputation des crédits d'impôts. Afin de se conformer à la législation, la Banque a décidé d'affecter à un poste de réserves indisponibles un montant correspondant à cinq fois le montant de l'IF réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années à compter de l'année suivant celle de l'imputation de l'IF.

Les cessions de branches d'activité à titre gratuit (voir Note 1) ont été effectuées avec effet au 7 juillet 2008. À cette date, les actifs et passifs cédés à titre gratuit ont été transférés en contrepartie d'un compte de réserves.

Les mouvements de l'exercice dans les comptes de fonds propres se résument comme suit :

(exprimé en EUR)

	Capital souscrit	Réserve légale	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice
Soldes au 1er janvier 2008	140.000.000	14.000.000	239.631.774	11.327	65.602.580
Affectation du bénéfice 2007	-	-	65.602.580	-	(65.602.580)
Transfert de branches d'activité avec la Société Européenne de Banque S.A.	-	-	(246.752.713)	-	-
Transfert de branches d'activité avec Servitia S.A.	-	-	(2.120.154)	-	-
Bénéfice de l'exercice 2008	-	-	-	-	41.617.875
Soldes au 31 décembre 2008	140.000.000	14.000.000	56.361.487*	11.327	41.617.875

\* dont réserves indisponibles "impôt sur la fortune" pour un montant de EUR 49.755.704

## NOTE 18 – ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DÉPÔTS

La Banque est membre de l'Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg A.S.B.L. ("A.G.D.L.").

L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectuées par des personnes physiques auprès de membres de l'AGDL sans distinction de nationalité ou de résidence par des sociétés relevant du droit luxembourgeois ou du droit d'un autre État membre de l'Union Européenne d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à la loi ainsi que par des sociétés de dimension comparable relevant du droit d'un autre État membre de l'Union Européenne.

L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur le montant de sa créance garantie avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 20.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autre que celle portant sur un dépôt en argent.

L'évolution de la provision pour l'année 2008 est la suivante :

	Provision AGDL
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	1.045.000
Utilisations de l'exercice	(265.780)
Transfert vers le poste Autres passifs	(126.025)
<b>TOTAL</b>	<b>653.195</b>

En 2008, la contribution de la Banque a été requise en relation avec la mise en suspension de paiement de trois filiales bancaires luxembourgeoises d'établissements de crédit islandais.

## NOTE 19 – ACTIFS ET PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Au 31 décembre, les actifs et passifs libellés en devises autres que l'euro avant affectation de la provision forfaitaire se répartissent comme suit :

	2008	2007
Actifs libellés en devises	218.541.979	199.365.696
Passifs libellés en devises	223.020.578	728.337.414

## NOTE 20 – PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS ET OPÉRATIONS FIDUCIAIRES

### Passifs éventuels :

Au 31 décembre 2008, les passifs éventuels sont entièrement constitués de garanties locatives en faveur du personnel de la Banque.

Au 31 décembre 2007, les passifs éventuels étaient entièrement constitués de garanties et autres substituts directs de crédit.

### Engagements :

Au 31 décembre 2007, les opérations sur valeurs mobilières au comptant, effectuées avant le 31 décembre 2007 et dont la date de livraison était ultérieure au 31 décembre 2007, étaient enregistrées en hors-bilan pour EUR 416.559.821.

La partie non utilisée des lignes de crédit irrévocables accordées par la Banque à sa clientèle était également reprise dans ce poste.

### Opérations fiduciaires :

Au 31 décembre 2007, toutes les opérations fiduciaires étaient régies par la loi du 27 juillet 2003 sur le Trust et le Contrat Fiduciaire.

## NOTE 21 – AUTRES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La Banque est contractuellement engagée envers des fournisseurs pour une période de deux ans au-delà du 31 décembre 2008 pour un montant total de EUR 12.031.959 (2007 : EUR 3.129.160).

## NOTE 22 – SERVICES DE GESTION ET DE REPRÉSENTATION

La Banque fournit à des tiers des services de gestion et de représentation dans les domaines suivants :

- conservation et administration de valeurs mobilières ;
- représentation fiduciaire ;
- administration de fonds commun de placement et SICAV.

## NOTE 23 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Au 31 décembre 2008, les autres produits d'exploitation sont principalement composés d'une reprise de provision pour risques et charges pour un montant de EUR 500.000, de loyers perçus pour un montant de EUR 225.088 ainsi que d'autres produits sur exercices antérieurs pour un montant de EUR 333.059.

Les autres charges d'exploitation sont principalement constituées d'une dotation aux provisions pour litiges pour un montant de EUR 1.035.324 et d'une perte réalisée lors de la liquidation de la participation IMI Bank A.G. pour un montant de EUR 15.991.

Au 31 décembre 2007, les autres produits d'exploitation se composaient principalement de la plus-value réalisée sur la participation Borsa Italiana S.p.A. pour un montant de EUR 6.810.527. Les autres charges d'exploitation étaient quant à elles principalement constituées d'une dotation à la provision pour risque financier pour un montant de EUR 500.000.

## NOTE 24 – PERSONNEL

### 24.1. Personnel employé

Sur l'exercice 2008, l'effectif moyen de la Banque ("équivalent temps plein") a été de 124 personnes (2007 : 128) ; l'effectif au 31 décembre 2008 se répartit comme suit :

Catégorie	Nombre	
	2008	2007
Direction	2	2
Cadres supérieurs	7	7
Employés	120	115
	<b>129</b>	<b>124</b>

### 24.2. Pension

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000, la Banque a instauré en faveur de l'ensemble de son personnel un régime complémentaire de pension à contributions définies contracté auprès d'une entreprise d'assurance-vie agréée au Grand-Duché de Luxembourg. Ce régime est instauré conformément à la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension.

La charge y relative pour l'exercice 2008 s'élève à EUR 376.299 (2007 : EUR 416.326).

## NOTE 25 – RÉMUNÉRATIONS, ENGAGEMENTS DE PENSION, CRÉDITS ET AVANCES ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES DIRIGEANTS

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice se terminant le 31 décembre 2008 se répartit comme suit :

(exprimé en EUR)

Catégorie	Montants	
	2008	2007
Organes d'Administration	113.120	107.700
Organes de Direction	576.444	1.037.300
	<b>689.564</b>	<b>1.145.000</b>

Au 31 décembre 2008, la Banque n'a pas pris d'engagement de retraite, ni donné de garantie, ni de crédit en faveur des membres du Conseil d'Administration et de la Direction.

Au 31 décembre 2008, la Banque a accordé une caution pour un montant de EUR 6.300 à un des membres de Direction.

Au 31 décembre 2007, la Banque n'avait pas pris d'engagement de retraite, ni donné de garantie en faveur des membres du Conseil d'Administration et de la Direction. La Banque avait accordé des crédits à des membres du Conseil d'Administration et de la Direction pour un montant de EUR 66.360.

## NOTE 26 – PARTIES LIÉES

Au 31 décembre, les transactions réalisées avec des sociétés appartenant au Groupe avant corrections de valeurs et affectation de la provision forfaitaire se reflètent comme suit dans les postes de bilan, compte de profits et pertes et hors-bilan :

(exprimé en EUR)

Bilan	2008	2007
<b>ACTIF</b>		
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	136.378.310	197.017.970
Créances sur les établissements de crédit		
À vue	512.740.467	229.894.465
Autres créances	2.476.525.486	5.967.419.945
	<b>2.989.265.953</b>	<b>6.197.314.410</b>
Créances sur la clientèle	-	6.531.165
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	16.852.765
Parts dans des entreprises liées	6.189.924	22.967.773
Autres actifs	-	161.288
Comptes de régularisation	45.092.394	37.234.641
<b>TOTAL</b>	<b>3.176.926.581</b>	<b>6.478.080.012</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Dettes envers des établissements de crédit</b>		
À vue	44.814.557	19.517.854
À terme ou à préavis	-	1.732.336.226
	<b>44.814.557</b>	<b>1.751.854.080</b>
<b>Dettes envers la clientèle</b>		
Autres dettes	90.567.060	75.287.938
À vue	12.564.000	915.480.956
	<b>103.131.060</b>	<b>990.768.894</b>
Autres passifs	-	64.285
Comptes de régularisation	3.413.689	11.890.955
<b>TOTAL</b>	<b>151.359.306</b>	<b>2.754.578.214</b>

(exprimé en EUR)

<b>HORS-BILAN</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Passifs éventuels	-	3.415.000
Règlement d'opérations au comptant	-	16.001.721
Opérations liées aux taux de change :		
- Opérations de change à terme	6.606.398	333.475
- Options	-	10.059.504
Opérations liées aux taux d'intérêt :		
- Contrats d'échange d'intérêts (IRS)	100.000.000	27.769.500
Opérations liées à d'autres cours de marché :		
- Options sur valeurs mobilières à revenu variable	-	680.250
<b>TOTAL</b>	<b>106.606.398</b>	<b>58.259.450</b>

### Compte de profits et pertes

<b>CHARGES</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Intérêts et charges assimilées	85.923.885	78.583.004
Commissions versées	461.832	599.127
Frais généraux administratifs	1.107.648	999.541
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées	4.964.968	180.729
<b>TOTAL</b>	<b>92.458.333</b>	<b>80.362.401</b>

<b>PRODUITS</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Intérêts et produits assimilés	307.411.459	186.502.105
Revenus de valeurs mobilières	69.989	199.822
Commissions perçues	1.306.320	6.803.267
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées	665.613	30.217
Résultat provenant d'opérations financières	259.942	2.219.475
Autres produits d'exploitation	280.550	6.944.330
<b>TOTAL</b>	<b>309.993.873</b>	<b>202.699.216</b>

### NOTE 27 – VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS

La ventilation par marché géographique des intérêts et produits assimilés est omise en raison du fait que les activités de la Banque se sont déroulées principalement dans des pays de l'OCDE et qu'une répartition des revenus par pays ou par groupe de pays ne revêt pas une importance significative pour l'interprétation des résultats.

## NOTE 28 – HONORAIRES DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES

Les honoraires du Réviseur d'Entreprises de la Banque pour l'année 2008 se présentent comme suit :

(exprimé en EUR)

Catégorie	Montants	
	2008	2007
Contrôle légal des comptes annuels	242.165	195.020
Autres	189.650	-
	<b>431.815</b>	<b>195.020</b>







# Management report



---

# Management report

Dear shareholders,

In accordance with legal and statutory provisions, the Ordinary General Meeting is held at this time every year so that we can report to you on the management of your company.

2008 has been a year of major turbulence in the financial sector as well as in the real economy.

Losses linked to mortgage loans and the spiralling liquidity crisis have brought several financial institutions that were among the largest in the world to their knees.

Bearn Stearns, the fifth-largest US merchant bank, went bankrupt and was bought up by the banking giant JP Morgan Chase, with financial contribution from the Federal Reserve. Lehman Brothers filed for protection under chapter 11 of the Federal Bankruptcy Law. Fannie Mae and Freddie Mac, mortgage refinancing institutions, were, in effect, nationalised, as was AIG, the largest insurer in the world. Morgan Stanley and Goldman Sachs, which for decades had been flagships of the financial industry, changed legal status to become full-service banks. At the same time, in mid-December 2008, the Madoff scandal broke: Bernard L. Madoff was arrested and questioned by the FBI, suspected of having organised fraudulent financial operations – a Ponzi scheme – which may have resulted in the loss of USD 50 billion (approximately EUR 37 billion). The Madoff case directly affected many financial establishments worldwide and, indirectly, dealt a major blow to the sector's credibility.

The Japanese economy shrank by 3.3% during the last quarter of 2008, and its GDP plummeted by 12.7% as compared to 2007. This is the most sizeable contraction since 1974.

Iceland suffered the full impact of the global crisis, found itself insolvent and negotiated a loan of several billion dollars from the IMF.

The crisis has not spared emerging countries, notably Russia and China, which are experiencing very serious difficulties. Thus, Russia, a country sitting on significant stocks of raw materials, which had considerably reduced its public debt and had accumulated huge foreign exchange reserves, was considered by international investors to be protected from major crises. Nonetheless, since the summer the economic and financial crisis has led to huge outflows of capital, a severe downturn on the stock markets, the collapse of the rouble and increases in interest rates.

The Chinese economy, which in recent years has experienced double-digit growth rates, saw its exports fall by 2.8% in December 2008. Industrial activity is slowing down significantly, and only grew by 5.4% over the year – the smallest rise since 1999. The country might post a growth rate of "only" 8% in 2009, which would be its worst performance of the last ten years.

In Europe, the majority of countries in Eastern Europe have seen a marked deterioration in their economies, mainly as a result of lack of local sources of raw materials, they are significantly in debt and are experiencing large outflows of capital. It is to be feared that after Belarus, Latvia, Serbia, Hungary and Ukraine, other eastern European countries will be forced to appeal to the IMF and other international institutions in order to find a way back from the economic abyss. This might place those institutions themselves in difficulty, since their funding capacity is dependent on the contributions of countries that are in crisis situations themselves.

In the EU, the financial turbulence has driven national governments, the European Central Bank and the Commission to react. At all levels, public authorities are working closely together to save taxpayers' savings, enable companies and households to continue to have access to affordable credit, and to put in place a better system of governance for the future.

Thus, the UK Government has nationalised Northern Rock, the Benelux authorities have rescued the Fortis Group, the Belgian, French and Luxembourg Governments have saved the Dexia Group and the German state

has stood surety to save Hypo Real Estate, a specialist in property financing which had a very high exposure to Lehman Brothers. Europe is thinking of accepting the idea of creating “bad banks” or some other similar public guarantee mechanisms to withdraw from the market toxic securities which are adversely affecting confidence, paralysing loans to companies and compromising the growth of the real economy. The euro zone countries will have to find a “European” solution to the problem “in order to prevent the actions of one country being detrimental to the others, while ensuring that they all retain freedom of decision-making”.

Among the EU Member States, Hungary has been hit very hard by the international financial crisis, with the collapse of its currency, the disintegration of its stock market, a crisis of confidence on the part of international investors in the global economy and serious liquidity problems among its banks. The IMF, the European Union and the World Bank have supported its economic stability plan to the tune of EUR 20 billion. Latvia, for its part, has been granted balance of payments assistance by the Economic and Financial Affairs Council amounting to EUR 3.1 billion. In addition, France, Germany, Spain, Italy, the Netherlands, Portugal, Austria and Estonia all saw a net fall in their GDPs in the fourth quarter of 2008.

Annual inflation in the euro zone fell to 1.6% in December 2008 as compared to a rate of 3.1% in December 2007, lower than the rate in November 2008, when inflation stood at 2.1%. The rate, still falling, was at 1.1% in January 2009. Under these circumstances, the ECB decreased its base rate to 2.0%, which represents a decrease of 2.25% within the space of a few meetings.

Overall, the forecasts are that in 2009 the euro zone will experience growth of between -1% and 0% and that, as a result of the 2% shrinking in the GDPs of the developed countries, the world economy's growth rate will be 0.5%, the lowest rate since the Second World War. Economic growth of the emerging and developing countries is expected to experience a marked slowdown and to fall to 3.25% in 2009, as compared to 6.25% in 2008.

The Luxembourg's financial situation as at 31 December 2008, the net total holdings of undertakings for collective investment (UCIs) and specialised investment funds (SIFs) amounted to EUR 1,559.7 billion, compared to EUR 2,059.4 billion as at 31 December 2007, representing a decrease of 24.27%.

The 2.78% fall in net assets held by Luxembourg UCIs December is made up of a drop of 2.14% caused by the impact of the financial markets and a decrease of 0.64% arising from net investment in capital.

As a result of the USD tumbling by over 8% in December, the fixed income UCIs and the monetary UCIs investing in securities denominated in USD made a significant contribution to the loss in net assets held by Luxembourg UCIs in December.

The number of UCIs and SIFs in question was 3,371 on 31 December 2008, compared to 3,364 in the previous month. 2,020 entities adopted an umbrella structure, which represent 10,973 sub-funds. When adding the 1,352 entities with a traditional structure to the previous figure, a total of 12,325 entities are active in the financial centre.

Over the last 12 months, economic growth forecasts have been regularly revised downwards for Luxembourg, from 4.5% to 2% in 2008 as a result of the international economic and financial crisis resulting from the sub-prime problems. While the OECD expects the Grand Duchy to be in recession in 2009 (growth of the order of -0.5%), STATEC forecasts a rate of +0.5% for the next year, which is a much lower level than the rates of 6.4% and 5.2% observed in 2006 and 2007 respectively.

The national macro-economic situation has worsened over the second half of 2008, reflecting the business climate index, which has fallen from +0.9 for 2007 to -28.4 for 2008.

During 2008, the LuxX index declined by 59.45%. The index was particularly affected by the financial crisis due to the preponderance of banks and financial stocks making up the index. Eight out of the nine constituent stocks in the index, of which five are banks or financial companies, finished the year with negative performance. The highest level of the LuxX index was on 2 January 2008 at 2402.16 points. The lowest level was reached on 21 November 2008, at 905.52 points.

More specifically, the Grand Duchy's financial marketplace was affected by the suspension of dealings

in Dexia and Fortis shares on the market regulated by the Luxembourg stock exchange, the cessation of trading of three Icelandic banks, Kaupthing Bank Luxembourg SA, Glitnir Bank Luxembourg S.A., Landsbanki Luxembourg S.A., and by the Madoff case.

In this regard, we have to inform you that the judgements by The District Court (Tribunal d'arrondissement de Luxembourg), sitting in commercial matters, have prompted action by the Luxembourg deposit guarantee system, which is provided by the "*Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg*" (AGDL, Association for the guarantee of deposits, Luxembourg). The AGDL covers deposits at credit institutions governed by Luxembourg law and at their branches in other European Union Member States. Your Bank, as a member of the association, has already paid advances, on the basis of the calculations made by the Financial Sector Supervisory Commission (CSSF), amounting to KEUR 260, out of a total amount of KEUR 670.

Since the Bank has not suffered significant losses linked to the current financial crisis, it has not used the general provision built up in advance during the previous years in order to deal with such losses. The amount of the general provision recorded in the annual accounts as at 31 December 2008 is KEUR 22,200, of which part is deducted from the corresponding assets for the credit risk linked to balance sheet items amounting to KEUR 22,164.

Finally, the Budget Law of 19 December 2008, which amended paragraphs (2) and (3) of Article 62-2 of the Law of 5 April 1993 on the financial sector, increased the amount of the deposit guarantee from EUR 20,000 to EUR 100,000, with effect from 1 January 2009.

As a consequence of the Madoff case, according to the information available to the CSSF, ten undertakings for collective investment, impacted either directly or indirectly, are exposed up to EUR 1.7 billion, which represents 0.15% of total net assets of undertakings for collective investment as at 30 November 2008. It should also be noted that the figures just given do not mean that these amounts have been lost in their entirety, but that they represent the maximum liability at issue. The CSSF continues its investigations to analyse any infringements of statutory or contractual provisions.

Within the context of allocating responsibility to the various parties in relation to the LUXALPHA SICAV and HERALD (Lux) funds, affected by the fraud to an even greater extent, and their depositary banks UBS (Luxembourg) S.A. and HSBC SECURITIES SERVICES (Luxembourg) respectively, the CSSF has decided, in order to safeguard at best investors' rights, first to withdraw them from the official list of UCIs and second to apply for the judicial winding up.

The number of banks registered on the official list as at 31 December 2008 was 152. The balance sheet total of the banks established in Luxembourg amounted to EUR 929 billion as at 31 December 2008, which was a rise of 0.6% as compared to EUR 915 billion as at 31 December 2007.

The total number of employees of Luxembourg credit institutions was 27,200 as at 31 December 2008: a rise of 4.16% over the year.

Despite an unfavourable macro-economic environment, your Bank tackled the 2008 financial year with a dynamic approach. During the first six months, it continued to strengthen its operations, focusing at the same time on the reorganisation of the Bank's activities. This process has been underway since January, in line with the project entitled "*Razionalizzazione e crescita delle attività in Lussemburgo*" (rationalisation and growth of activities in Luxembourg) launched by our parent company, Intesa Sanpaolo SpA.

On 25 June 2008, an Extraordinary General Meeting approved the transfers of branches of activity between the Sanpaolo Bank S.A., Eurizon Capital S.A., Servitia S.A. and Société Européenne de Banque S.A., companies of the Intesa Sanpaolo Group. These transfers were submitted to the regime of demergers as provided for in Articles 285 to 308 (with the exception of Article 303) of the Luxembourg Company Law, as amended.

The branches of activity transfers between the Bank, Servitia S.A. and Société Européenne de Banque S.A. were carried out without consideration and resulted in transfers of own capital of EUR 2,120,154 and EUR 246,752,713 respectively. On the other hand, the transfer involving Eurizon Capital S.A. was carried out for consideration in cash with the generation of intangible assets of EUR 40,489,821 in respect of the Bank, amortizable over a five-year period.

This project, which was completed on 7 July 2008, enabled the Bank to become the leader for the Intesa Sanpaolo Group in the securities services activity. The steps involved in carrying out this strategy will be outlined in more detail later in this report.

The past year also saw the implementation of considerable work with a view to the introduction of new European regulations: the MiFID, the IFRS (International Financial Reporting Standards) accounting standards for regulatory reporting needs and the Basel II regulations.

The Bank has completed the IFRS work, which aims to produce reliability, transparency and ease of understanding of the accounts and to facilitate the overall assessment of companies. The Bank is now drawing up local balance sheet and prudential reporting in IFRS, but publishes its annual accounts in accordance with the Luxembourg accounting standard.

The Bank's activities from 1 January 2008 to 7 July 2008, as a result of the services supplied (included in the activities governed by the MiFID) and the customer base, mainly made up of private and professionals, the MiFID directive was scrupulously applied.

Currently, following the completion of the "Razionalizzazione e crescita delle attività in Lussemburgo" project, the Bank's customers are mainly made up of "eligible" customers or professionals (on request). In addition, the services currently supplied do not fall within the MiFID regulation. As a result, the provisions in relation to the requirements of suitability, appropriateness and best execution are no longer applicable. On the other hand, CSSF circular 08/387 on "Combating money laundering and terrorist financing and prevention of the use of the financial sector for the purpose of money laundering and terrorist financing" has a direct impact on the operations of your Bank.

In 2008, the Bank made a net profit of EUR 41.6 million, a decrease of EUR 24 million (37%) as compared to the 2007 financial year.

In particular, profits from ordinary activities before tax for the year 2008 were EUR 49.3 million as compared to EUR 74.1 million in the previous year. The interest margin, at EUR 41.8 million, has risen significantly (by 41%) as compared to the margin in 2007. The considerable increase in the interest margin, by EUR 12.2 million as compared to the 2007 financial year, is due to monetary market situation during the second half of 2008 as a result of the increase in rate spreads and in relation to the cost of rates risk hedging resulting from the liquidity and solvency problems on the interbank market. Net commissions were EUR 42.5 million. They fell as compared to the previous year by EUR 19.8 million as a result of the transfer of private and corporate activity; general expenses were EUR 27.5 million, up by 31% as compared to the previous financial year.

As at 31 December 2008, the Bank's total assets were EUR 3.5 billion, which was EUR 7 billion (67%) lower than in the 2007 financial year (EUR 10.5 billion).

The item "loans and advances to credit institutions", amounting to EUR 3.1 billion, is linked to the management of cash assets of the funds contributed chiefly by the EurizonEasy Fund, Giotto Lux Fund, Eurizon Life and Eurizon Stars Fund.

The item "cash and balances with central banks" of EUR 69.2 million relates mainly to the mandatory reserve deposited with the Central Bank of Luxembourg.

The financial year closed with a total of assets managed on behalf of third parties of EUR 48.6 billion, down approximately 6% as compared to the 2007 figures and also down as compared to the budget by approximately 13.8%. A break-down by department shows that EUR 36 billion come from the Banque Dépositaire, EUR 4.5 billion from the *Banque Dépositaire Sicav* and EUR 8.1 billion from Custody.

As far as the item "loans and advances to customers" is concerned, it is in fact made up of technical overdrafts and amounts to EUR 110 million, a 57% decrease as compared to the previous year.

The heading "treasury bills and other bills eligible for refinancing from the central bank" is chiefly made up of "fixed-income securities". These have fallen, as compared to the last closure, to EUR 136.4 million.

During the 2008 financial year, the entire investment portfolio, a large part of the fixed portfolio as well as

the Bank's share issues programme were transferred within the framework of the transfers of branches of activity between the Société Européenne de Banque S.A. and the Bank. This transfer constitutes the main change in the balance sheet items "treasury bills and other bills eligible for refinancing from the central bank" and "bonds and other fixed-interest securities", totalling EUR 3,501.7 million.

During 2008, three major changes occurred in the "Holdings" portfolio. The first relates to the transfer, as part of the Intesa Sanpaolo SpA Group's project "*Razionalizzazione e crescita delle attività in Lussemburgo*" of the entirety of our holding (100%) in Sanpaolo Bank (Suisse) S.A. to the Société Européenne de Banque. The second relates to the completion of the winding up of IMI Bank A.G., on 22 December 2008. The third change relates to the transfer, on 30 December 2008, of our minority holding, represented by a share in Eurizon Capital S.A., to Eurizon Capital SGR SpA.

Finally, we must draw your attention to the market value of the 343,000 new shares in the London Stock Exchange Group, received on 1 October 2007 in exchange for 70,000 shares in Borsa Italiana Spa with a capital gain of EUR 6.8 million, which fell significantly throughout 2008, as a result of the unfavourable financial situation and the near parity between the GBP and the EUR, with a net accounting value at the end of the year of EUR 1.8 million (2007: EUR 6.5 million).

The accounting value of holdings as at 31 December 2008, as a result, fell from EUR 23 million in 2007 to EUR 6.2 million.

In the capital, reserves and liabilities, the item "amounts owed to credit institutions" fell by 92% compared to the 2007 financial year, and stands at EUR 187 million.

During the 2008 financial year, all deposits of the Bank's private and corporate clients were transferred to Société Européenne de Banque S.A. as part of the branch of activity transfers within the Intesa Sanpaolo Group project. This transfer is the main reason for the change in the balance sheet item "amounts owed to customers", of EUR 1,464.8 million.

Thanks to the allocations to the asset base, the solvency ratio was maintained above the statutory level of 8% and at close was 11.03 %.

The consolidation of activities took place against a background of controlled risks.

In conclusion, the available credit balance, which matches the profit for the financial year, totals EUR 41,617,875, the legal reserve having reached 10% of share capital, the maximum legal amount according to Law. We propose the following distribution:

Free reserve	EUR	23,117,875
Unavailable reserve, linked to the wealth tax	EUR	18,500,000
<b>TOTAL</b>	<b>EUR</b>	<b>41,617,875</b>

If you approve this proposal, own capital will be as follows:

Subscribed capital	EUR	140,000,000
Legal reserve	EUR	14,000,000
Other reserves	EUR	97,979,362
Profit carried forward	EUR	11,327
<b>TOTAL</b>	<b>EUR</b>	<b>251,990,689</b>

To the best of our knowledge, since the end of the year no significant event has occurred that might affect the Bank's annual accounts as at 31 December 2008.

As at 31 December 2008 and during the course of the financial year in question, the Bank did not redeem any of its own shares.

Finally, we should like to set out in detail the stages in the process of reorganisation of the Banks activities, which was put in place in January 2008, in accordance with the business plan of our parent company, Intesa Sanpaolo SpA, with the aim of reorganising and developing activities in Luxembourg and it involved four companies within the Group.

Our Group, Intesa Sanpaolo, wished to add value to the securities services and private and corporate branches of activity in Italy and abroad. This objective was pursued in Luxembourg through the reorganisation of the existing banks into two banks, specialising respectively in private and corporate banking and in the securities services activities.

More specifically, Société Européenne de Banque S.A. has been chosen to manage the Private & Corporate business, and Sanpaolo Bank S.A. institutional customers, dedicated to Securities Services. This specialisation was completed on 7 July 2008 through the reallocation of the relevant sectors of business. In the same context, Eurizon Capital S.A. transferred to the Bank its fund administration operations, and Servitia S.A. took over IT activities on an outsourcing basis.

Once the first stage of reallocation of activities between the four companies in the group had been completed, your institution initiated an IT migration process.

Since 5 October 2008, Sanpaolo Bank has been using the SiRe accounting system, which was developed within the Intesa Sanpaolo Group and is already largely used among its subsidiaries.

Within the framework of its specialisation in the securities services business, your institution has completed a reorganisation of its network of sub-custodians, in close cooperation with the Intesa Sanpaolo Group.

Sanpaolo Bank has therefore become the reference bank for the captive market and non-captive market of custodian bank, fund administration and client management operations.

In 2008, the Bank experienced a considerable turnover of personnel, but the overall number of staff as at 31 December 2008 was stable at 129 employees, in line with the budget programmes.

Finally, we would like to inform you that on 13 May 2008, the Board of Directors unanimously decided to move the Bank's head office from 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg to 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Estimates for 2009 are based on a forecast increase in deposits expected to rise from EUR 50.6 billion to EUR 55.3 billion, with an increase of 5% in Custody and unit trust assets.

On the other hand, the prospects for the Bank's retail growth for the year 2009 remain rather modest. The promotion of a structured retail offering is not envisaged until the second half of 2009, targeting the Group's Italian customers outside Luxembourg, with a special focus on the Swiss and East European markets, relying on the commercial structure in Italy and the acquisition of new Italian customers already established in Luxembourg.

We should like to take this opportunity to thank all our members staff for their dedication and professionalism that they have shown in performing their tasks, which has made it possible for us to achieve the objectives set by our parent company.

The Board of Directors should like to thank you for the trust in us that you have shown during this past financial year.

Luxembourg, 5 March 2009



---

# **Independent Auditor's Report**



---

To the Board of Directors of Sanpaolo Bank S.A.  
Société Anonyme Luxembourg

## REPORT ON THE ANNUAL ACCOUNTS

Following our appointment by the Board of Directors dated March 7, 2008, we have audited the accompanying annual accounts of Sanpaolo Bank S.A., which comprise the balance sheet as at December 31, 2008 and the profit and loss account for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

### ***Board of Directors' responsibility for the annual accounts***

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, selecting and applying appropriate accounting policies, and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

### ***Responsibility of the "Réviseur d'Entreprises"***

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted by the "Institut des Réviseurs d'Entreprises". Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the judgment of the "Réviseur d'Entreprises", including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the "Réviseur d'Entreprises" considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control.

An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

### ***Opinion***

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position of Sanpaolo Bank S.A. as of December 31, 2008, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with the Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation and presentation of the annual accounts.

## REPORT ON OTHER LEGAL AND REGULATORY REQUIREMENTS

The management report, which is the responsibility of the Board of Directors, is consistent with the annual accounts.

ERNST & YOUNG  
Société Anonyme  
Réviseur d'Entreprises  
Sylvie TESTA

Luxembourg, March 5, 2009





# Financial statements

## Balance sheet

(expressed in EUR)

Assets	2008	2007
<b>Cash, balances with central banks and post office banks (Notes 3, 4)</b>	<b>69,152,069</b>	<b>94,503,948</b>
<b>Treasury bills and other bills eligible for refinancing with the central bank (Notes 3, 6, 7, 26)</b>		
Treasury bills and similar securities	-	24,861,388
Other bills eligible for refinancing with the central bank	136,378,310	554,078,364
	<b>136,378,310</b>	<b>578,939,752</b>
<b>Loans and advances to credit institutions (Notes 3, 5, 26)</b>		
Repayable on demand	612,037,033	296,167,386
Other loans and advances	2,476,525,486	5,958,807,999
	<b>3,088,562,519</b>	<b>6,254,975,385</b>
<b>Loans and advances to customers (Notes 3, 5, 25, 26)</b>	<b>109,951,514</b>	<b>255,422,010</b>
<b>Debt securities and other fixed-income securities (Notes 3, 6, 7, 26)</b>		
Other issuers	-	3,059,102,783
	-	<b>3,059,102,783</b>
<b>Shares and other variable-yield securities (Notes 3, 8)</b>	-	<b>95,907</b>
<b>Shares in affiliated undertakings (Notes 3, 6, 9, 26)</b>	<b>6,189,924</b>	<b>22,967,507</b>
<b>Intangible assets (Note 6)</b>	<b>36,452,967</b>	<b>1,839,637</b>
<b>Tangible assets (Note 6)</b>	<b>3,725,620</b>	<b>5,008,947</b>
<b>Other assets (Notes 10, 26)</b>	<b>12,016,853</b>	<b>33,609,904</b>
<b>Prepayments and accrued income (Notes 11, 26)</b>	<b>52,145,081</b>	<b>186,984,770</b>
<b>Total assets (Note 19)</b>	<b>3,514,574,857</b>	<b>10,493,450,550</b>

Translation from the original French.

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

The notes have not been translated into English from the French, and can only be read in French, from pages 29 to 53.

## Balance sheet

(expressed in EUR)

Liabilities	2008	2007
<b>Amount owed to credit institutions (Notes 3, 7, 26)</b>		
Repayable on demand	151,980,951	286,333,743
With agreed maturity dates or periods of notice (Note 12)	35,122,018	1,988,946,258
	<b>187,102,969</b>	<b>2,275,280,001</b>
<b>Amount owed to customers (Notes 3, 26)</b>		
Other liabilities		
Repayable on demand	1,457,565,328	641,884,015
With agreed maturity dates or periods of notice (Note 12)	1,539,548,903	3,820,072,593
	<b>2,997,114,231</b>	<b>4,461,956,608</b>
<b>Debts evidenced by certificates (Notes 3, 13)</b>		
Other	-	3,133,720,000
	-	<b>3,133,720,000</b>
<b>Other liabilities (Notes 10, 18, 26)</b>	<b>3,685,327</b>	<b>35,391,302</b>
<b>Accruals and deferred income (Notes 11, 26)</b>	<b>53,168,104</b>	<b>99,770,033</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions for taxes (Note 15)	6,368,935	7,153,939
Other provisions (Notes 16, 18, 23)	15,144,602	20,932,986
	<b>21,513,537</b>	<b>28,086,925</b>
<b>Subscribed capital (Note 17)</b>	<b>140,000,000</b>	<b>140,000,000</b>
<b>Reserves (Note 17)</b>	<b>70,361,487</b>	<b>253,631,774</b>
<b>Profit or loss brought forward (Note 17)</b>	<b>11,327</b>	<b>11,327</b>
<b>Profit or loss for the financial year (Note 17)</b>	<b>41,617,875</b>	<b>65,602,580</b>
<b>Total liabilities (Note 19)</b>	<b>3,514,574,857</b>	<b>10,493,450,550</b>

Translation from the original French.

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

The notes have not been translated into English from the French, and can only be read in French, from pages 29 to 53.

## Off-balance-sheet

(expressed in EUR)

	2008	2007
<b>Contingent liabilities (Notes 3, 20, 25, 26)</b>	<b>28,438</b>	<b>101,586,518</b>
of which:		
<i>Guarantees and assets pledged as collateral security</i>	<i>28,438</i>	<i>101,586,518</i>
<b>Commitments (Notes 3, 20, 26)</b>	<b>-</b>	<b>428,096,672</b>
<b>Fiduciary operations (Note 20)</b>	<b>-</b>	<b>10,227,500</b>

---

Translation from the original French.

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

The notes have not been translated into English from the French, and can only be read in French, from pages 29 to 53.



## Profit and loss accounts

For the financial year ended 31 December 2008

(expressed in EUR)

	2008	2007
<b>Interest receivable and similar income (Notes 7, 26, 27)</b>	<b>494,051,600</b>	<b>534,533,519</b>
<i>of which:</i>		
<i>Interest receivable on fixed-interest securities</i>	76,476,421	99,442,909
<b>Interest payable and similar expenses (Notes 7, 26)</b>	<b>(452,286,348)</b>	<b>(504,972,950)</b>
<b>Income from securities</b>		
- <i>Income from equities, shares and other variable-yield income securities</i>	-	4,334
- <i>Income from shares in affiliated undertakings (Note 26)</i>	69,989	199,822
	<b>69,989</b>	<b>204,156</b>
<b>Commissions receivable (Note 26)</b>	<b>53,854,265</b>	<b>82,184,189</b>
<b>Commissions payable (Note 26)</b>	<b>(11,346,137)</b>	<b>(19,846,001)</b>
<b>Net profit or net loss on financial operations (Note 26)</b>	<b>1,970,327</b>	<b>6,056,495</b>
<b>Other operating income (Notes 23, 26)</b>	<b>1,887,956</b>	<b>8,444,838</b>
<b>General administrative expenses</b>		
Staff costs (Notes 24, 25, 26)	(12,290,471)	(12,482,658)
<i>of which:</i>		
<i>Wages and salaries</i>	(9,669,932)	(9,586,027)
<i>Social security costs</i>	(1,613,634)	(1,642,867)
<i>of which:</i>		
<i>Social security costs relating pensions</i>	(949,065)	(987,569)
Other administrative expenses (Notes 26, 28)	(12,735,208)	(5,824,659)
	(25,025,679)	(18,307,317)
<b>Value adjustments in respect of tangible and intangible assets (Note 6)</b>	<b>(5,795,068)</b>	<b>(2,582,446)</b>
<b>Other operating charges (Notes 16, 23)</b>	<b>(1,147,197)</b>	<b>(763,812)</b>
<b>Value adjustments in respect of loans and advances and provisions for contingent liabilities and for commitments (Note 16)</b>	-	<b>(10,683,000)</b>
<b>Value adjustments in respect of securities held as financial fixed assets, participating interests and shares in affiliated undertakings (Notes 6, 9, 26)</b>	<b>(7,613,055)</b>	<b>(629,299)</b>
<b>Value re-adjustments in respect of securities held as financial fixed assets, participating interests and shares in affiliated undertakings (Notes 6, 26)</b>	<b>665,613</b>	<b>444,112</b>
<b><i>Profit or loss on ordinary activities before tax</i></b>	<b>49,286,266</b>	<b>74,082,484</b>
<b>Extraordinary income</b>	-	75,591
<b>Extraordinary charges</b>	-	(67,308)
<b>Extraordinary profit or loss</b>	-	8,283
<b>Tax on profit or loss on ordinary and extraordinary activities (Note 15)</b>	<b>(7,663,532)</b>	<b>(8,482,933)</b>
<b>Other taxes not shown in the preceding items</b>	<b>(4,859)</b>	<b>(5,254)</b>
<b>Profit or loss for the financial year</b>	<b>41,617,875</b>	<b>65,602,580</b>

Translation from the original French.

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

The notes have not been translated into English from the French, and can only be read in French, from pages 29 to 53.

